

## **LES ENTRETIENS DE L'INFORMATION**

### **Informers dans les situations à haut risque**

#### **Ouverture du débat, par Jean-Marie Charon :**

Je vous propose de commencer maintenant le plus vite possible. Je vais me contenter de vous rappeler l'objet, les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons et vu l'état de ma voix -je crois que je fais du mimétisme avec quelqu'un qui est rentré il y a peu (NDLR pour le futur, Florence Aubenas)- je passerai tout de suite la parole à Olivier Da Lage qui à la fois introduira et en même temps conduira la discussion.

Simplement pour vous rappeler le contexte, en fait, nous avons pris l'initiative, nous les **Entretiens de l'information**, et nous sommes tournés vers Reporters Sans Frontières et l'Association des Journalistes de Défense en leur disant "est-ce que vous seriez intéressés pour nous accompagner dans l'organisation d'un séminaire sur les questions de l'information dans les zones à très haut risque, aujourd'hui ?" Le moment, c'était celui de l'enlèvement de Florence Aubenas et finalement nous pensions avoir beaucoup de temps devant nous, puisque nous nous étions donné quatre à cinq mois de délai pour réfléchir à tout ça etc. Nous croyions alors qu'on aurait certainement son expérience. Mais je crois que là vraiment la coïncidence de date fait que ce n'était pas vraiment le bon moment pour venir lui demander d'être avec nous. Ceci dit vous êtes toute une série, un grand nombre de journalistes ici présents qui ont l'expérience de ces régions ou de ces situations, pour ce qui est de Christian Chesnot.

L'ambition de ce séminaire est de dépasser l'immédiat problème de l'Irak. On parlera bien évidemment de l'Irak, mais plus généralement de toutes ces situations qui se sont multipliées ces derniers mois ou années dans lesquelles les journalistes se trouvent confrontés à des problèmes extrêmement graves, y compris au risque de leur vie, de leur liberté, et de leur santé. Nous avons avec nous un certain nombre d'interlocuteurs, des journalistes de terrain bien sûr, des responsables de rédaction, des associations qui travaillent sur ces questions-là et aussi quelques interlocuteurs extérieurs au journalisme, notamment une personne représentant le ministère de la Défense. Je crois que cette réunion va prendre un statut supplémentaire par rapport à ce qu'on imaginait initialement. Puisque d'après ce que l'on nous a dit, demain les responsables de rédaction doivent se réunir pour réfléchir aux positions qu'ils vont prendre quant aux conditions d'envoi des journalistes dans un certain nombre de régions. On sait qu'il y a également une réunion qui se prépare avec le ministère des Affaires étrangères et donc que le ministère des Affaires étrangères attend la position du Premier ministre sur le sujet.

Il va y avoir de nombreuses occasions où les problèmes dont nous allons débattre cet après-midi vont être posés. Je trouve qu'il est très important et très significatif qu'avant que tout cela ait lieu, il y ait une discussion très ouverte entre journalistes et pas simplement entre hiérarques, ou entre responsables de médias et ministères. Je vais passer maintenant la parole à Olivier. Je pense que nous, de tant qu'association de réflexion, aujourd'hui nous engageons une démarche mais ne serons pas amenés à prendre des positions ou des préconisations. D'autres à cette table - je pense à Reporters Sans Frontières - auront probablement eux davantage à faire évoluer leur position et je pense que les uns et les autres y contribueront. Nous inaugurons donc des travaux qui prendront des formes différentes et je vous remercie de nous accompagner cet après-midi dans cette démarche.

### **Olivier Da Lage (RFI)**

La première chose qui nous paraît évidente, c'est que depuis vingt ans, c'est la fin de la sanctuarisation d'une correspondance, c'est-à-dire que le correspondant de guerre est devenu non plus une victime au milieu d'autres mais une cible choisie. On l'a beaucoup dit mais c'est très important. Le fait que les journalistes sont désormais des deux côtés, des trois côtés, des quinze côtés et non plus simplement avec une armée d'un côté du front. La question de la médiatisation des prises d'otage de journalistes depuis le conflit du Liban au milieu des années 80, a beaucoup changé la nature de ce qui leur arrive. Tout ceci change radicalement la nature de la précession des risques. Dans le rapport de la FIJ, j'avais noté par exemple que lors du conflit stricto sensu, mars, avril 2003 en Irak, les journalistes avaient dix fois plus de chance, si on peut dire, de se faire tuer que les soldats quand on comparait le ratio par rapport au nombre de personnes présentes.

On va devoir se déterminer entre deux points dans le raisonnement par l'absurde, ne rien couvrir parce que tout est dangereux et qu'on ne peut pas prendre le moindre risque ou couvrir à n'importe quel prix quoi qu'il arrive. La question de savoir comment on définit ou se place le curseur, va être au cœur des échanges qu'on va avoir, les différents paramètres, quels sont les acteurs de la décision, comment on réévalue et à quelle périodicité les choix qu'on fait. Le rapport des rédactions avec les pigistes qui sont en rapport régulier avec les rédactions, soit qu'ils aillent se balader de leur simple volonté et qu'ils contactent les rédactions là où ils sont. Donc, quelles réponses les uns et les autres font à cette chose-là. Une question de fond qui est relancée depuis la libération de Florence Aubenas qui renvoie aux propos du Président de la République en janvier. Hier, le ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur de France en Irak ont dit clairement qu'il y avait une responsabilité des médias face à l'envoi ou au non-envoi de journalistes en zones dangereuses, parce qu'il n'y a pas qu'eux qui étaient concernés, c'était les services de l'Etat avec le coût, le risque etc. qui sont associés. Je ne développe pas, on a tous ça en tête.

La façon aussi dont collectivement la profession de journaliste assume le risque individuel de quelques-uns entre eux avant, pendant mais aussi après à leur retour. Et puis, sans vouloir être normatif, parce que je pense que ce n'est pas aujourd'hui l'objectif qu'on s'est fixé, ça arrivera peut-être à ça. Est-ce que dans les dispositions qui existent, je pense bien sûr au droit international et ça ne résout pas tout et ça, je crois, là-dessus Pierre Lellouche, a des idées, il les développera sûrement. Est-ce qu'il y a des instruments de nature juridique qui ne se substitue pas aux décisions pragmatiques que les uns et les autres seront amenés à prendre mais qui permettraient disons d'améliorer globalement, même un peu, la situation. Je ne veux pas aller plus loin à ce stade, je passe la parole à qui veut la prendre en commençant par mon voisin Robert Ménard.

### **Robert Ménard (RSF)**

Je vais simplement évoquer les points sur lesquels nous réfléchissons dans un cadre juridique et international.

Il nous faut une convention sur les journalistes. Ce projet nous rend très dubitatif pour deux raisons :

-cela représente à peu près dix ans de discussions, alors que les conventions de jeunesse ne sont même pas appliquées. Pourquoi toujours inventer de nouveaux instruments de droit quand ceux qui sont en place ne sont pas appliqués ? Ces conventions de jeunesse existent, même s'il faut peut-être les améliorer.

-c'est un chantier qui a été lancé, non pas en France, mais à l'international. Nous y sommes très opposés, nous pensons que c'est une fausse bonne idée, et que

cela ne réglera pas les problèmes.

Qu'il soit écrit "Presse" sur des voitures n'empêche pas les gens de tirer dessus, et cela ne les protège pas. On ne pense pas que ça soit effectivement la bonne façon d'aborder la question. Par ailleurs, nous avons travaillé, ici même, avec un certain nombre de personnes, notamment du ministère de la Défense, du ministère des Affaires étrangères, sur une charte comprenant quelques points avancés qui pouvaient paraître non essentiels. On avait prévenu les médias lors de la signature, et on s'est alors aperçu que lorsqu'il s'agit de faire des déclarations, tout le monde est d'accord. Quand une charte implique en l'occurrence des dépenses -parce que la sécurité coûte de l'argent- ou des engagements, il n'y avait plus personne pour la signer ou quasiment plus personne. Je ne vais pas faire ici l'affront de vous lire la liste des gens qui l'ont signée, pour vous montrer tous ceux qui ne l'ont pas fait.

Hier, Monsieur Villepin annonçait qu'il souhaitait lui aussi organiser une discussion. Je précise que quelqu'un du ministère des Affaires étrangères m'a appelé hier pour me dire justement que Monsieur Villepin avait, au Parlement, annoncé son intention d'y réfléchir, mais que leur présence ici n'était pas envisageable avant de connaître les initiatives du Premier ministre. Donc si c'est pour faire la énième pétition de principe pour dire que c'est quand même mieux que les gens aient de l'expérience, que c'est quand même mieux de les assurer et c'est quand même mieux qu'ils fassent attention, honnêtement ça sert à rien. C'est un problème de moyens. Nous avons effectivement changé d'avis, la guerre en Irak, de par sa violence, est infiniment plus meurtrière que toutes les guerres précédentes. En terme de journalistes tués, de journalistes blessés et de journalistes pris en otage, parce qu'il y en a quand même vingt-neuf, ça change la donne et il faut peut-être aller plus loin que nos premiers réflexes qui consistent par exemple à dire "jamais je ne me ferai protéger par des hommes armés ou qui que ce soit". Il y avait déjà eu polémique sur ce sujet en Algérie, et on avait pris des positions très arrêtées. Il nous semble donc que ce qui vient de se passer nous force à réfléchir sans a priori ni idée préconçue.

### **Vincent Hugué (L'Express)**

Juste pour rebondir en guise de préambule sur le propos de Robert à l'instant, le critère par rapport aux escortes armées telle que je l'ai vécu moi. C'est que je me sens infiniment plus en sécurité que ce soit à Alger au moment le plus paroxystique des actions terroristes, seul dans Bab El-Oued qu'avec trois guggusses qui collent un gyrophare sur le plafond de la bagnole dès qu'il y a un petit embouteillage et qui ont la crosse du pétard qui dépasse du faux Smalto. De même que je me sens en Irak moins une cible quand je suis dans mon taxi bringuebalant avec un fixe en qui j'ai une confiance absolue depuis trois ans que lorsque je me trouve piégé dans un convoi de 4x4 à vitres fumées avec un blindé devant et un autre derrière. C'est un élément de réflexion.

Une fois dans ma vie à mon grand regret, j'ai dû m'y résoudre à accepter une escorte armée, c'était en Somalie peu après l'assassinat des Américains à Mogadiscio. Sur le fond, il y a juste un point sur lequel j'aimerais attirer votre attention, j'ai participé il y a moins de 48 heures à une émission sur Europe 1 qui s'appelle " Arrêt sur Info ", l'émission de Laurent Bazin qui traitait du thème que nous avons abordé aujourd'hui. J'ai été absolument sidéré, voire atterré par la tonalité des questions et des interventions des auditeurs au moins dans un premier temps. Je vous résume, ça tient en 30 secondes.

-Un : Florence Aubenas n'a pas été enlevée, si elle avait été prise en otage pendant cinq mois dans une cave, elle ne serait pas sortie dans cet état-là.

-Deux : tous les journalistes qui vont sur les zones de guerre sont des agents de la DGSE.

-Trois : pas un centime pour cette bande de saltimbanques irresponsables, je ne

caricature pas, si vous aviez la bande, c'est mot pour mot ce qui a été dit. On objectera toujours que ce sont effectivement les franchouillards mus par le ressentiment, la rancœur sociale, la déception, le dépit, la haine des élites tout ce que vous voudrez qui s'expriment. Dieu merci dans les vingt dernières minutes, le balancier est parti dans l'autre sens, tellement les auditeurs avaient été effarés. Il y a un fossé qui a toujours existé et qui se creuse paradoxalement "à la faveur" d'épisodes comme celui de Florence Aubenas. Je pense que si on n'a pas conscience de ça au départ, on va effectivement raisonner intelligemment entre nous et que ce fossé va devenir abyssal. C'est juste à ce stade ce que j'ai envie de le dire.

**Françoise Spiekermeier (indépendante) :** En Tchétchénie en 1999, au début de la seconde guerre, je suis allée voir un chef de guerre, Chamil Bassaïev. Pour tous les déplacements à l'intérieur de la République, j'étais escortée par des gardes armées et ceci pour me protéger de kidnappings, d'enlèvements, qui auraient pu venir d'autres chefs de guerre d'ailleurs, peut-être pas à ce moment-là. Je ne me suis pas posé la question de l'utilité de cette garde parce que ça me semblait nécessaire pour pouvoir faire mon travail, puisque de toute façon, il m'a escortée partout où je désirais aller.

**Nicolas Poincaré :** N'y a-t-il pas déjà une première différence entre l'escorte prise en charge par le moyen d'information du journaliste et l'escorte fournie par les gens auprès de qui on va faire le reportage?

**Françoise Spiekermeier :** Quand vous dites une escorte armée, ça veut dire que le journaliste engage des gardes armées ?

**Nicolas Poincaré :** Il y a certaines entreprises de presse qui le font, qui l'assument très clairement, et d'autres non.

**Françoise Spiekermeier :** Ça n'était pas mon cas.

**Olivier Da Lage :** C'est pour ça qu'il y a peut-être une différence à faire entre ces deux situations.

### **François D'Alañon (La Croix)**

Je suis assez inquiet à la veille de cette réunion qui se prépare entre le Premier ministre et les directeurs de rédaction. D'un côté on a ce type de fond dans l'hexagone et de l'autre, on va avoir une pression monumentale des autorités sur les directeurs de médias pour nous empêcher d'aller en Irak. Je comprends tout à fait leur point de vue, il n'y a plus d'argent dans les caisses et on a mobilisé les services pendant plus de neuf mois. Ceci dit, ce qui me fait peur aussi c'est une tentation de codifier la réponse de la profession et ce genre de chose sachant qu'il y a une multiplicité de situations. Prenons le cas de l'Irak, la situation n'est pas la même à Bagdad, à Bassora ou à Kirkouk. On peut peut-être opérer différemment en fonction de la zone. La situation n'est pas la même en fonction du sujet que l'on fait.

Evidemment, si je fais un "sujet" sur un thème militaire ou dans une zone à haut risque peut être que je vais m'incorporer aux Américains, voire à une milice locale type kurde ou chiite, peu importe, le sujet est différent, le média aussi est différent. J'imagine que les besoins en sécurité d'une équipe de télé ne sont pas les mêmes que ceux de la presse écrite, qui est seule ou qui peut avoir un entourage limité. Il y a aussi le statut du correspondant permanent, qui est sur place en permanence, et qui évidemment n'a pas les mêmes besoins que l'envoyé spécial qui fait un saut d'une dizaine de jours. Donc, tout ça pour dire que je suis un peu inquiet qu'on en tire des conclusions uniformes et générales en disant, soit c'est le tout-sécuritaire sous forme de sécurité privée, d'embedment ou de milice, accompagnement milice ou alors c'est : "on n'y va plus". Je crois qu'il y a une multitude de réponses qui doivent être très adaptés pragmatiques en fonction du type de média, en fonction de l'endroit et

en plus les situations évoluent. Donc la situation à Bagdad aujourd'hui n'était plus tout à fait la même avec le nouveau gouvernement, avec les milices Bader qui sont entrés dans Bagdad qu'il y a six mois.

**Wilfried Esteve** : Qu'est-ce qui est le plus dangereux? Est-ce que c'est lorsqu'on est avec un fixe, concentré sur ce qu'on fait et beaucoup plus vigilant, ou est-ce que c'est dans la vie quotidienne, où on est plus désarmé, face notamment aux enlèvements lors de déplacements ou autres? Peut-être faut-il dissocier aussi les cas de figure?

**Un intervenant** : Vous avez l'impression que c'est le cas ? Parce qu'on a plutôt l'exemple de gens enlevés au moment où ils étaient en train de faire leur boulot ces derniers temps, non ? Moi, je vous pose la question.

**Wilfried Esteve** : Je pense qu'on est peut-être aussi plus victime lorsqu'on est plus détendu dans le cadre, soit à la sortie d'un hôtel, ou quelque chose comme ça.

### **Christian Chesnot (France Inter)**

Je suis assez d'accord avec ce que disait François. Effectivement, il n'y pas de réponses uniformes, les situations évoluent. J'ai bien noté, Vincent, l'histoire, le profil, on essaye d'être le plus près des réalités. C'est ce qu'on a fait avec Georges. On a confiance et puis on part comme ça, sauf que tous les enlèvements, ça a été Banou, Giuliana et Florence, donc ceux qui étaient le plus près du terrain. Tandis que les Anglo-Saxons n'ont pas eu d'enlèvement, n'ont pas eu de "casse", parce qu'ils ont utilisé le tout-sécuritaire. Effectivement, entre ces deux pôles, quelle est la voie moyenne ou le meilleur dispositif, le dispositif alternatif ? Pour rebondir, on a parlé un moment, ces derniers mois de mutualisation de la presse française, alors est-ce que ça veut dire qu'on met en commun les moyens, est-ce qu'on fait une maison des Français à Bagdad, avec un photographe, une télé, une radio ? Et puis bien sûr aussi les pigistes, les indépendants. Moi quand j'étais à Bagdad avec Georges, on n'avait pas d'assurance.

Il faut tenir compte aussi de certaines rédactions qui n'envoient pas de correspondants et qui font travailler un pigiste, en disant "ce n'est pas nous quoi".

### **Serge Martin**

Je voudrais exprimer trois petites inquiétudes par rapport à ce qui vient d'être dit, c'est vrai qu'on est devant le constat que le journaliste qui était avant une victime potentielle, est devenue une cible, le fait en effet d'imaginer des signes distinctifs le rendrait encore plus cible qu'autre chose. C'est par rapport à ce que Robert disait tout à l'heure, en allant dans ce sens. Moi, je suis un peu inquiet par rapport à la militarisation, c'est-à-dire que j' imagine mal un journaliste sur le terrain arrivant avec quelques mercenaires armés autour de lui. J' imagine mal la réaction venant d'une faction adverse, on sait pertinemment qu'une caméra n'a jamais tué, un stylo n'a jamais tué, un appareil photo non plus, que des journalistes portant ces outils-là se soient fait tuer, oui malheureusement. Mais je veux dire par-là que, arriver déjà avec une bande armée entraîne automatiquement une réponse voire une réponse préalable. J'allais dire de tire automatique en quelque sorte, de voir arriver quelqu'un qui n'est plus considéré comme un journaliste mais comme un mercenaire ou une bande de mercenaires. J'ai une inquiétude par rapport à cette situation-là, je ne sais pas si la militarisation d'un journaliste est la solution. Ça fait partie des questions qu'on peut se poser mais je ne sais pas si c'est la solution.

Le deuxième point que je voulais aborder, ça l'est d'autant moins, je vais reprendre un conflit un petit peu plus ancien qui est celui de la Bosnie (l'ex-Yougoslavie). Lorsque vous aviez un moment donné, trois comment dirai-je, trois

population en guerre qui étaient les Croates, les Bosniaques et les Serbes. On passait de Sarajevo, chez les Serbes de palais, on revenait, on allait chez les Croates. Ce qui veut dire qu'à chaque fois qu'on passerait la pseudo frontière mise en place par les factions, il faudrait changer de militaires nous accompagnant voire de faction pour faire appel aux militaires du territoire sur lequel on arriverait. Ça pose par rapport aux mercenaires que l'on payerait ou aux pseudo militaires censés de nous protéger, que l'on ne peut pas amener partout. Ça pose cette question-là, donc ces deux points que je trouve assez discutables et le troisième qui m'inquiète un peu comme dérive, c'est peut-être lié au service public dans lequel je travaille pour le moment. On assiste à une dérive de se poser la question de savoir si c'est nécessaire d'engager le coup, d'envoyer déjà des journalistes sur place. Ça l'est d'autant plus fort aujourd'hui de parler risques encourus par les journalistes qui peuvent partir et je finis par me poser la question, si on va pouvoir continuer à faire notre métier de journaliste et de reporter de terrain. C'est vrai qu'il faut trouver des solutions, des sortes de garantie vis-à-vis de nos employeurs mais je ne vois pas pour le moment si celle d'hommes armés accompagnant les journalistes est le meilleur processus

### **Mylène Sauloy**

Merci, moi je suis reporter télé, des fois je fais des documentaires et de l'info télé en indépendant. Ce que ça m'évoque cette histoire de garde armée c'est que, on n'a évidemment pas la même information quand on est accompagné de garde armée mais que ça n'empêche qu'il y a eu des cas où, même en Tchétchénie où il y a deux voyages annuels organisés par l'armée où on arrive littéralement sur un tank. Finalement, les journalistes qui l'on fait et qui ont été honnête et qui l'ont dit, ont quand même perçu tout un tas de choses. Tous les gens qui ont eu le courage de dire, voilà on est arrivé avec l'armée russe, les gens qui nous ont parlé, ils ont dit ce qu'ils ont pu dire et ça reste une possibilité envisageable. En télé aussi on peut faire beaucoup d'erreurs. Moi, je l'ai jamais fait, je n'aimerais pas humainement être confrontée avec des gens arrivés avec un micro et deux ennemis, probablement deux ennemis à eux derrière, parce qu'une garde armée c'est forcément l'Etat occupant, ça a de grandes chances de l'être, par rapport au civil en général. Je comprends qu'il y a des gens qui le font. Il y a quand même une perception possible de ça.

Le deuxième truc auquel je pensais, c'est ; moi, je suis rentrée du nord de l'Irak il n'y a pas longtemps, j'ai fait la tournée des rédactions, je suis indépendante, j'ai été voir les JT et des magazines d'infos et je devais tourner des chaînes. On m'a répondu partout et bien non il y a l'accord Chirac. Alors, ce que disent les gens dans les programmes, les gens font un espace d'informations, par exemple, au mieux à Arte, on vous répond, mais alors la direction a fait un accord littéralement avec Chirac, on a envoyé personne et moi, directeur d'un magazine, je ne vais pas prendre des pigistes. C'est comme-ci votre vie à vous, valait moins que la vie de nos salariés à nous. J'ai répondu : " vous être très gentil mais sur la Tchétchénie, ça ne vous a jamais choqué que les trois quarts des gens qui partent en Tchétchénie, partent en indépendant, ne sont pas salariés. Tous les gens qui ont couvert cette guerre, on est quelques-uns ici, à part peut-être Nicolas qui était en service, les trois quart des gens qui ont couvert la Tchétchénie, on l'a fait tout seul et on a vendu nos images, nos reportages, nos trucs après. Toute cette politique qui a été mise en place pour l'Irak c'est aussi parce que l'Irak c'est mode, il y a des enjeux politiques avec des Américains, avec des machins. Il y a d'autres choses qui ont fait que les rédactions ont pris des décisions et ont suivi la politique Chirac là-dessus.

L'autre truc que je voulais dire, c'est sur l'idée de risque, sur le nord de l'Irak et sur Kirkouk et je me suis retrouvé qu'une escorte armée, on m'avait proposé à Souli manie et j'avais dit non, il n'en est pas question. Quand je

suis arrivée de toute façon, le couillon c'est celui qui n'a pas d'escorte armée parce que tout le monde en a. Finalement, on est bien moins visible dans ces bagnoles, dans cette espèce d'ambiance western où tout le monde est sur des camionnettes à plateau avec des mecs, des mitraillettes. A un moment donné, c'est devenu craignos et je pense que c'est une question qu'on se pose, qu'on devrait se reposer. Quand on prend un risque pour qu'on le prend pour un scoop, on le prend surtout peut-être nous les indépendants, non ? Mais on le prend pour un scoop, on le prend pour gagner du fric, on le prend parce qu'on se bat pour une cause. Moi, je suis engagée dans un conflit en Tchétchénie, ça fait dix ans que j'y vais, si je le fais je sais pourquoi je le fais, en Irak je me demandais : je veux faire Kirkouk ! Je le fais pour les gens de Kirkouk. Pour le droit à l'info de l'humanité, pourquoi je veux le faire et à la fin je me suis barrée parce que ça craignait trop et que je n'étais pas convaincue que ça valait le coup. Il y a plein de choses comme ça ou il faut se reposer la question, prendre des risques pourquoi ? Pour une folie de surenchère et ensuite sur ces risques, ça pose deux autres problèmes.

Un problème c'est quand le risque vient de l'étage, je repense à la Tchétchénie mais je pense aussi à la Chine. Aller couvrir les huit gourds et le problème c'est l'Etat, ce n'est pas les huit gourds. Ce n'est pas les Tchétchènes, le problème c'est les l'Etat russe, c'est ça qui séquestre ou c'est ça qui couvre les bandes criminelles, qui couvre le KGB, qui couvrent tout ça. Ce n'est pas les Tchétchènes qui vont vous séquestrer, les Tchétchènes qui vous séquestrent, ce sont des Tchétchènes couverts les trois quarts du temps. En Chine c'est pareil. Alors par rapport à ça je pense qu'on a une manière d'agir ; c'est-à-dire que sur la Tchétchénie clairement il n'y a pas eu de réactions des organisations de journalistes et je le dis, ni des médias, il n'y a pas eu de positions de communes corporatistes pour défendre le droit des Tchétchènes à parler. Pas seulement le droit d'être journalistes d'aller en Tchétchénie et d'être accrédité mais aussi le droit des Tchétchènes à s'exprimer et c'était d'obliger la Russie à couvrir, à accréditer les journalistes et à laisser les gens travailler sur place. Une position claire de la France où il y a eu un journaliste séquestré pendant des mois. Vous le savez un photographe qui s'est suicidé en Suisse, ensuite il y a eu d'autres journalistes séquestrés, de journalistes assassinés en Tchétchénie, on n'a jamais eu un journaliste anglais qui est assassiné alors qu'il brandissait un drapeau blanc. L'Angleterre a écrasé, il n'y a pas eu de positions officielles, il n'y a pas eu de prises de positions officielles pour geler parce que devant la Russie on écrase.

Et le dernier truc que je voulais dire là-dessus c'est que ça engage autre chose et quand nous, on va dans des pays comme ça, le cas de Florence avec Hussein est flagrant. Pour une fois, ça était dit mais c'est que ce n'est pas que notre sécurité, c'est la sécurité des gens qui nous couvrent qu'on engage. C'est une réflexion qui va très loin aujourd'hui parce que nos chauffeurs, nos stringers, les interprètes, tous ces gens-là sont en dans plein conflit, ils en prennent plein la gueule quand on s'en va. En tous cas, ils risquent beaucoup plus gros que ce que nous on risque quand on s'en va. Il y a des pressions très lourdes sur ces gens-là et pas seulement ça. Moi, je travaille à la télé donc je ne peux pas vraiment planquer l'identité des gens. Les gens qu'on interviewe aussi, il y a des endroits où on arrive et où on sent qu'on devient un danger pour les autres et ça c'est aussi un très gros problème je pense.

**Lorenzo Virgili (photojournaliste, vice-président de l'ANJRPC-FreeLens)**

Je dirais que, en entendant vos réflexions, on comprend déjà que chacun a des points de vue très différents et souhaite préserver son autonomie, sa capacité de travail sur le terrain. Quand bien même, effectivement, aujourd'hui on est conscient que les risques augmentent. Je crois que l'invitation de Jean-Marie Charon a fait une sorte d'états généraux ou de Christian, tout à l'heure, qui

disait qu'il fallait faire des assises sur la sécurité est importante. Je pense à ce que disais Robert Ménard tout à l'heure : déclarer publiquement, par rapport à cette crise irakienne, qu'il est important d'avoir des escortes armées pour pouvoir faire notre métier, serait répondre à une situation de crise. Ça serait, en tous cas de mon point de vue, une réponse extrêmement grave car ça serait entériner une pratique sur laquelle on ne pourrait plus revenir ultérieurement. Ça voudrait dire qu'après, en situation de conflit semblable, on ne pourrait plus envisager d'envoyer des journalistes sans ces escortes armées or envoyer des journalistes avec une escorte armée a plusieurs incidences. Deux me viennent à l'esprit.

Premièrement ça créerait une inégalité de moyen pour les différents médias, les gros pourront envoyer des équipes " sécurisées ", les autres ne pourraient pas. Si ça devient la condition pour y aller, donc certains médias pourraient y aller, d'autres ne pourraient pas y aller. Ça n'empêcherait certainement pas que des indépendants, des pigistes autonomes partent de leurs propres initiatives avec toujours aussi peu de moyens pour assurer un minimum de protection dans ce domaine, parce que c'est aussi notre responsabilité d'organisation professionnelle d'essayer de trouver des solutions à cela.

Deuxièmement, je crois que ça serait dénaturer fondamentalement l'identité de nos professions et aussi sa déontologie. Je rappellerais que les délégués du CICR de la même manière que les organisations non gouvernementales (les ONG) ont été confrontées à ces problèmes-là ou dans des situations de conflits semblables. Certaines ont pris l'option de se retirer, d'autres ont pris l'option effectivement d'avoir des escortes armées. Je crois que ça serait extrêmement préjudiciable pour l'identité de nos professions de prendre ce chemin là. De plus on doit avant toute chose, rappeler l'obligation des médias qui nous envoient d'assurer les protections et les assurances qui sont obligatoires. Il faut aussi essayer de développer comme on l'avait fait trois mois avant que la guerre en Irak se déclenche, quand on avait travaillé avec RSF, avec l'AJD, avec le DICOD où on avait trouver des moyens concrets pour permettre aux journalistes qui partent et qui le feront toujours comme ils l'ont fait, d'être protégés au maximum. Je sais que beaucoup nous ont fait la reproche paradoxalement à ce moment-là, il nous disait : "mais je ne veux pas que vous trouviez des solutions qui créé une contrainte sur mon initiative et sur ma liberté de travail sur place "et c'est vrai qu'il faut être attentif pour que ces solutions concrètes permettent effectivement de trouver cette équilibre entre la responsabilisation des journalistes, entre leur protection, entre la responsabilité des obligations des médias qui nous envoient là-bas.

Et puis, autre chose que l'on avait évoquée aussi à l'assemblée nationale sur la commission sécurité avec le député Pierre Lellouche et on n'était pas les seules à le faire. Beaucoup l'ont évoqué : c'était l'idée de pouvoir créer un fond de solidarité entre les médias. Effectivement aujourd'hui il y a beaucoup de médias qui ont pris une position claire, en disant, on n'envoie personne et on n'utilise personne sur place. C'est une chose qui est très tranchée, très claire, très juste mais aussi il faut savoir que d'autres n'envoient plus personne mais utilisent quand même beaucoup de correspondants locaux ou malgré tout, les quelques pigistes qui partent tous seuls à leurs propres risques, à leurs propres frais, qui bénéficient quand même, malgré tout de l'information que ces journalistes rapportent. Je crois qu'il serait souhaitable de faire une sorte d'appel auprès des responsables de médias pour créer un fonds de solidarité qui pourrait être utilisé les cas échéants.

### **Nicolas Poincaré (TF1-Elephant et Cie)**

Ce qui m'intéresse c'est de parler de l'Irak maintenant parce qu'il n'y pas deux conflits qui se ressemblent et il y a pas de solutions pour tous les conflits, là on parle de l'Irak aujourd'hui ; c'est-à-dire sur le lendemain de la libération de Florence. C'est vrai que là, il y a un niveau de pression sur nous



pour qu'on n'y aille pas que je n'ai jamais vu. J'ai une consœur indépendante qui rentre de Bagdad, elle m'a montré les mails qu'elle a reçus de l'Ambassade de France qui sont des mails d'insulte. Un niveau de pression, sur les médias qui était potentiellement capable de faire changer d'avis l'employeur en ce qui concerne les reportages. Moi, je n'ai jamais vu ça. On peut prendre une posture et dire que c'est scandaleux, on continue à y aller, on ne va pas nous empêcher de faire notre métier. Mais malheureusement, je pense que se serait en peu simpliste aussi cette posture, parce qu'il y a aussi la pression de l'opinion, le prochain qui se fait gauler, non seulement il sera gaulé mais en plus il sera ridicule.

L'opinion s'est mobilisée deux fois de suite et ce que disait Vincent tout à l'heure, on ne peut pas passer outre au fait que le prochain qui se fera attraper, l'opinion dira " bien fait pour lui ". On ne va pas trois fois payer des rançons, on ne va pas trois fois mobiliser tous les services de l'état, on ne va pas trois fois sortir Monsieur Julien, on ne va pas trois fois faire des manifestations et des lâchers de ballons. On est dans un cas de figure, à court terme on pourrait être très pratique. Moi, je pense qu'on a que le choix ; soit de ne pas y aller, soit d'y aller avec effectivement, des circonstances un peu exceptionnelles. Lorenzo dit que c'est un précédent dont on ne pourra pas s'en sortir, moi, je crois qu'on peut aller à court terme avec une protection à Bagdad si les médias sont prêts à le payer. A Sarajevo, un moment on a pris des voitures blindées, ça veut pas dire qu'on a toujours pris des voitures blindées par la suite on a eu d'autres conflits mais c'était pas de voitures blindées et on n'en a pas prises. A Sarajevo il y avait une inégalité entre ceux qui avaient des voitures blindées, les autres qui n'en avaient pas. Moi, je n'en avais pas, oui, c'était comme ça. Je crois qu'aujourd'hui à Bagdad, on ne peut pas prendre position de principe qui consiste à dire " je ne veux pas de protection, je ne veux pas de machins et j'y vais ". A court terme, demain si on me proposait d'aller à Bagdad, je répondrais volontiers d'accord mais avec deux gardes armés parce que quand on regarde l'histoire des enlèvements récents, s'ils avaient eu des gardes, ils ne seraient sans doute pas fait enlever.

A part (inaudible) s'ils avaient eu des gardes, ils ne se seraient sans doute pas fait enlever. C'était un peu une opération militaire. Il y avait des gardes, elles se sont fait prendre quand même, globalement c'est quand même une protection d'avoir deux ou trois mecs armés. Ça m'est arrivé à Mogadishu, on n'a pas le choix, on circule avec douze gardes du corps, ça fait partie de folklore et ça fait partie du sujet, on le raconte et ça fait la moitié du reportage. On le fait, on n'a pas le choix, on arrive à l'aéroport, on vous file douze gardes pour 200 dollars. A Alger on avait des flics, c'était très désagréable mais on le racontait, on a des flics, on a tous échappés aux flics à un moment de même qu'à Bagdad on peut partir avec des gardes du corps et à un moment on dit stop, il reste à la porte, parce que cette personne je veux la rencontrer sans garde. Je crois qu'il faut être pragmatique et qu'aujourd'hui on ne peut pas dire je vais aller à Bagdad les mains dans les poches, on ne peut pas non plus dire j'y vais pas parce que c'est trop grave ce qui se passe là-bas. Moi, je serais pas choqué si demain TF1, malheureusement ce sera pas le cas, mais si demain TF1 me disait vas-y, on te paye quatre gardes du corps, je répondrais " d'accord tout de suite ".

**Olivier Da Lage** : Avant de redonner la parole à ceux qui ont déjà parlé et qui demandent avec insistance de reprendre la parole, ce qui est tout à fait légitime, est-ce qu'il y en a qui n'ont pas encore parlé et qui souhaitent intervenir sur les différents sujets évoqués ou d'autres ?

### **Alexandre Balguy-Gallois (conseiller juridique pour RSF)**

Sur le problème de l'escorte armée, j'ai entendu que quelqu'un faisait référence notamment au Comité International de la Croix-Rouge, je crois que, effectivement, les journalistes ne partent pas de zéro dans ce domaine et dans beaucoup d'autres questions qu'ils se posent et il y a l'expérience des humanitaires sur beaucoup de points que ce soit le signe distinctif des escortes armées, problèmes des enlèvements etc. On l'a dit le Comité International de la Croix-Rouge, pendant longtemps n'a pas voulu bénéficier des escortes armées, puis a accepté les casques bleus, puis a accepté d'engager du personnel local pour être protégé. Ce qui n'a pas empêché le Comité International de la Croix-Rouge d'être dégagé de ce genre d'escorte par la suite, tout dépend des circonstances du moment. Il serait peut-être bon, effectivement, de bénéficier de cette expérience assez longue puisque c'est une pratique de la Croix-Rouge depuis le début des années 90, pour bénéficier de cette expérience pour aller un peu plus loin et en tous cas en tirer toutes les leçons.

Pareil sur le problème du signe distinctif, qu'effectivement je ne pense pas que ça soit une très bonne chose parce que multiplier les signes distinctifs, c'est effectivement affaiblir ce qui existe déjà. Surtout ça ne protège pas, on le constate et d'ailleurs à l'automne prochain il va y avoir un colloque justement des humanitaires sur l'acceptation du droit humanitaire. Sous toutes les formes, avec la contribution des religieux, des journalistes etc. faire accepter le droit humanitaire. C'est le grand problème aujourd'hui qui découle, celui de la protection des humanitaires, des journalistes etc., c'est-à-dire qu'on constate aujourd'hui une dégradation générale de la protection des populations civiles. La situation des populations civiles est consécutivement une dégradation de ceux qui approchent les populations ou qui les aident etc., ou des témoins des exactions contre ces populations que ce soit des humanitaires ou des journalistes.

Il y a vraiment des similitudes entre tous ces problèmes et pour lancer un autre sujet qui n'a pas été abordé, là on parle de la protection du journaliste, peut-être aussi, faut-il parler de la sanction des journalistes. Quand même avec le problème des médias de propagande, c'est quelque chose qui est récurrent. On l'a vu que ça soit au Kosovo, en Afghanistan, au Moyen-Orient etc. Il y a quand même maintenant des militaires qui attaquent des médias, des installations et des journalistes avec comme justification qu'il s'agit de médias de propagandes. Il y en a une réflexion importante à mener là-dessus avec toute la distinction entre l'incitation à la haine et l'incitation au meurtre. Distinction qui se retrouve, qu'on voit dans les manuels militaires, distinction que l'on voit maintenant au niveau des tribunaux internationaux notamment le tribunal pénal international pour le Rwanda, tend à élargir de plus en plus l'incrimination c'est-à-dire qu'à une époque seule l'incitation au meurtre comme pendant la deuxième guerre mondiale de certains médias, je prends évidemment le cas du tribunal militaire de Nuremberg sanctionnait des incitations au meurtre. Aujourd'hui, dans les cas du Rwanda, on en est arrivé à une incrimination de l'incitation à la haine seulement. Aux vues du contexte très particulier du génocide au Rwanda. C'est quand même des pistes de réflexion parce qu'au bout il y a quand même le bombardement, la neutralisation ou autres des médias en question. Ceux qui ont un langage un peu musclé, il faut un peut-être prendre une position pour savoir où se situe la frontière. Merci.

### **Pierre Babey (France 3)**

Il y a à peu près douze ans j'avais lancé les stages de sensibilisation aux risques des zones de guérillas urbaines qui avait connu un certain succès à l'époque de la guerre en Bosnie, puis qui avaient été réactivés au moment de l'offensive en Irak. Ma question est toute simple et toute bête, si on décide d'aller dans les zones qui sont dangereuses, comme le disait Nicolas Poincaré,

est-ce qu'il faut réadapter une formation professionnelle ou personnelle des gens qui partent sur place ? Si oui, quelle formation ? La maîtrise du stress, comment répondre à une prise d'otage ? Qui doit faire cette formation et comment l'assurer ? Ce que je voudrais savoir, c'est que douze ans après, évidemment on apprenait à faire un point de compression et puis à éviter les mines, c'est largement dépassé par les risques actuelles. Est-ce qu'il ne faudrait pas revoir la pédagogie de ces stages, proposer d'autres choses, et savoir qui dans ce cas là devrait les proposer, les faire et en bâtir les programmes avec quelque chose qui soit très proche du terrain et non pas quelque chose dans l'absolu débouchant sur une revendication par exemple d'assurance ou de quelque chose comme ça.

## **Robert Ménard**

Très brièvement, je suis d'accord pour dire qu'il faut discuter de la situation présente parce que c'est de ça dont on nous parle. Il ne s'agit pas de savoir ce qui s'est passé, les guerres n'ont rien à voir. Ce n'est pas vrai que Sarajevo a quelque chose à avoir avec Bagdad, ce n'est pas vrai. On allait à Sarajevo comme on ne va pas à Bagdad, la preuve il y plus personne. Il y a deux journalistes français : un en ce moment, il y a une c'est Anne Marie, Anne Sophie et il va y avoir Samy de l'AFP quand il va y retourner, c'est tout. Le reste est un débat en l'air. Il ne s'agit pas aujourd'hui de dire, je veux y aller différemment, c'est que tu n'y vas pas, personne n'y va. Il n'y a aucun média qui va, demain il y a une réunion de toutes les rédactions, pour clore la série de réunions de rédaction. La pression est tellement forte du gouvernement, la pression est tellement forte de l'opinion publique.

Nicolas, tu oublies quelque chose qui va dans l'autre sens, c'est qu'au début de la prise d'otage de Florence, rappelle-toi des premières réactions, c'était : " cette conne qu'est-ce qu'elle est allée faire là-bas ? " Ça a changé, ça a basculé, ça a été ce qu'on a vu après. Mais ça a failli être "Ce sont des irresponsables ils nous font chier". Moi, j'ai participé à un débat hier à Radio France, c'était pareil, ce que tu as dit, j'ai entendu la même chose : "ils nous font chier maintenant on veut plus dépenser d'argent pour eux, qu'ils aillent se faire foutre !" Et le prochain ça va être ça, alors le problème il est tout simple comme ça, il va se prendre des décisions. On est en plus dans une situation particulière, on est dans un pays où les médias publics représentent quelque chose. On l'a vu avec à quel point, je le dis ici, dans une maison qui est la maison du public, avec des copains, à quel point les directions sont encore plus sensibles au politique que n'importe quelle direction du privé. Encore ce n'est même pas vrai parce que TF1, ils font pareil et tout ça.

Donc, on est dans une situation, il faut répondre à une urgence là, pas à un débats ex cathedra sur ce qui sera mieux dans 10 ans. Quelle est la position qu'on prend dans les jours qui viennent ? Il y a une telle pression que je ne vois pas beaucoup de direction, je vous le dis de média, qui résisteront aux injonctions du type "vous n'y foutez plus les pieds !" J'attends la réunion de demain ou d'après demain. Je suis sûr de c'est ce qui va se dire mais sûr et certain et je vous jure que je ne vois pas grand monde s'opposer à ça. Alors, qu'est qu'on fait par rapport à ça, je veux dire que Villepin en ait parlé hier qu'il ait dit " je veux réunir tous les patrons de presse pour discuter avec eux, d'après vous qu'est-ce qu'il va leur dire ? " ça suffit la plaisanterie, maintenant vous arrêtez avec ça, il y a plus personne ". J'ai eu Anne Sophie hier au téléphone presque qu'une demi-heure, elle m'a dit hier y compris, ce que l'Ambassade lui avait dit pour qu'elle entre à la maison. En gros c'était ça, aussi simple que ça. Je ne sais pas comment ça va se passer pour l'AFP, je ne sais plus très bien, nous on a quelqu'un qui était en reportage et qui est Virginie Locussol que certains connaissent. Elle ne sort plus de son hôtel, alors c'est même pas un débat du type "ah, je veux pas être accompagnée, je veux sortir toute seule "parce que personne ne sort tout seul, je veux dire il faut

dire les choses comme elles sont aujourd'hui. Ce n'est même pas il y a trois mois, c'est aujourd'hui. Alors, je dis " qu'est-ce qu'on dit là maintenant ? "

### **Lorenzo Virgili**

Pardon si je me suis mal exprimé tout à l'heure. Il faut qu'on puisse se poser ces questions d'escorte armée bien entendu. Dans certains cas et en fonction des situations sur le terrain, des journalistes ont recours à des escortes armées. Ce sont des soldats en Somalie ou se sont des policiers en Algérie. Il y a des moments où on se retrouve dans des contextes où on n'a pas le choix. Il y a une nuance qu'il faut néanmoins avoir. Il faut aussi s'interroger sur le moyen terme et sur le long terme aussi parce que on a un métier qui vit énormément de bouleversement aujourd'hui. Beaucoup de ces bouleversement que l'on pourrait envisager comme étant ponctuels ou momentanés, en fait, on s'aperçoit qu'ils s'inscrivent dans la profession, ils s'inscrivent dans les usages. Je crois que s'il on vit une situation de crise en Irak aujourd'hui, il faut peut-être que les journalistes soient escortés. Il faut en même temps avoir en tête ce qui se passera demain. Aujourd'hui on parle de sécurité et c'est très important évidemment mais il faut s'interroger sur quelle est la conséquence à moyen terme que cela pourra avoir ? Parce qu'une fois qu'on l'aura verrouillé l'idée des escortes armées on aura du mal à changer cela. On est dans une situation de crise, il faut trouver une réponse vite. J'entends l'urgence de ce que tu évoques. J'imagine qu'il faut trouver une réponse rapide mais il ne faut pas oublier non plus ce que ça impliquera dans un avenir, une fois que la crise irakienne sera passée. Une fois que cette situation extrêmement dangereuse sera passée.

### **Wilfried Esteve**

Je voulais juste connaître quand on parle des entreprises privées de sécurités. Si on fait appel aux entreprises qui sont sur place, le problème c'est qu'ils font autre chose. Ils font par exemple du transfère de prisonnier, et c'est déjà des cible sauf que ce n'est pas des cibles d'enlèvements, c'est des cibles de tir de mortier. Ça peut être beaucoup plus mortel.

### **Vincent Hugué**

A propos de moyen, il y a au moins une société qui pour couvrir les 18 kilomètres qui séparent l'aéroport de Bagdad du centre ville, un hôtel de type Palestine, Sheraton, demande 8000 dollars. Là encore, ça établit une ligne de fracture entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas, pourvu qu'on considère que c'est une bonne méthode. Une anecdote qui nous rapporte à un conflit largement oublié, je me souviens que la deuxième fois où je me suis rendu alors dans le Nagorny-Karabakh, cette enclave arménienne qui se trouve en Azerbaïdjan qui est aujourd'hui passé sous contrôle de Erevan, il y avait là une consœur -ce n'est pas une boutade de Autoroute FM- qui était partie en solo au Nagorny-Karabakh qui avait fait le tour de rédactions nationales dont je tairai le nom par charité confraternelle et s'était entendu dire ceci : "Mais allez-y ma chère et voyez ce que vous pouvez nous envoyer". Je pense qu'il y a là au moment où on parle de chartes, de pactes, de tout ce qu'on veut, il y a un problème d'appel à la responsabilité des patrons de rédaction.

Un exemple très simple qui n'est pas du patriotisme d'entreprise (pardon Serge, je parle de Dassault pas de July), c'est que lorsque Jean-Paul Guilloteau et Marc Epstein ont été arrêtés dans la zone grise entre l'Afghanistan et le Pakistan, ils l'ont été avec leur fixeur Khawar. La doctrine de *L'Express* a été et je pense que là, on peut parler d'exemplarité, une identité absolue de traitement entre le collaborateur local quel qu'il soit et les membres du staff. S'agissant de Khawar, le dossier n'été clos que très récemment, quand on a appris qu'il était blanchi de toute accusation, qu'il avait pu sortir du territoire etc. Si je suis très sceptique par nature sur les pactes, les

traités, les chartes dont on sait que dès lors qu'elles sont signées, la seule question est de savoir comment on les contourne mais non pas comment on les respecte. Je pense que là, il y a un truc assez simple, un socle assez simple, qui est un engagement où on dit voilà dès lors que nos journalistes, nos envoyés spéciaux travaillent avec X, Y, ou Z chauffeur, fixe etc., le même traitement lui sera appliqué. On a dépensé une fortune en avocats dont la principale activité dans un premier temps était de nous envoyer leurs honoraires, c'est comme cela et on n'a pas le choix. Je pense que c'est un des trucs sur lesquels on peut assez rapidement se mettre d'accord.

Un autre phénomène, je pense qu'il y a un vrai hiatus culturel entre nous et les Anglo-saxon sur le mode de travail en Irak. Je reviens à l'Irak d'aujourd'hui, on a tous vu comment la plupart de nos confrères Anglo-saxons travaillent, on va le rappeler en deux mots, ils sont reclus dans des hôtels "bunkerisés", je ne porte aucun jugement de valeur là-dessus. Il y a des gens qui font d'excellents papiers en travaillant comme ça et on traite l'information voire les interlocuteurs qui nous sont acheminés par des collaborateurs irakiens ou arabes parce qu'ils passent inaperçus etc. Ce n'est pas tellement dans notre culture française, je vais dire comme le "rewriting" n'est pas dans notre culture, c'est-à-dire qu'on n'a pas pour habitude de confier à quelqu'un dont c'est le métier à une plume les notes qu'on a ramenées. Personnellement je n'arrive pas à bosser comme ça. Quand je suis allé à Bassora pourtant qui était moins dangereux objectivement que Bagdad sans être franchement la Suisse Romande en janvier, février dernier et bien je suis arrivé, le fixe m'a dit, " tu fais comme les autres, tu vas à l'hôtel et je t'amène les gens ", je lui dis " non, sinon je ne serai pas venu ". Là, il y a un problème de valeur ajoutée.

Pour moi, la question de critère principale c'est, est-ce qu'en allant en Irak aujourd'hui, je serai en situation de pouvoir apporter quelque chose à mes lecteurs, c'est tout. Si la réponse est non, ce n'est pas la peine d'y aller, si la réponse est oui, la question reste ouverte. Je termine sur les pressions. En janvier à un moment où les pressions étaient effectivement beaucoup moins écrasantes, François tu le disais tout à l'heure qu'aujourd'hui, il y avait quand même des lettres qui arrivaient du cabinet de Michel Barnier, à nos directeurs de rédaction, les invitant instamment à s'abstenir d'envoyer qui que se soit en Irak. A l'époque j'avais eu un dialogue très bref avec le porte-parole de Barnier qui m'a dit " vous faites votre métier en nous sommant de ne pas y aller on fait le nôtre en y allant. Maintenant les conditions ont changé et aujourd'hui personnellement, moi, je m'étais toujours dit que je ne nourrirai aucun projet de retourner en Irak avant la libération de Florence et de Hussein et que la question se reposerait maintenant, je suis en état de perplexité absolue là-dessus. Je reste désireux de me prouver à moi-même qu'on peut le faire et qu'on peut apporter quelque chose, je n'en suis pas sûr du tout. Si le prix à payer c'est effectivement pourvu qu'on en ait les moyens, admettons-le, de travailler avec dix types, jour et nuit armés autour de moi, je ne suis pas persuadé que j'ai envie d'y aller.

**Olivier Da Lage** : Je me tourne vers quelqu'un qui est resté très timide et très discret mais qui a sûrement des choses à dire, c'est Adrien Collin qui vient de Bruxelles, de l'INSI, l'institut spécialisé dans la sécurité des journalistes qui a été mis sur pied par un certain nombre de médias et la Fédération Internationale des journalistes et j'aimerais bien avoir le point de vue que tu peux apporter sur ce débat à ce stade.

### **Adrien Collin (International News Safety Institute)**

Je partage tout à fait ce que Monsieur vient de dire. L'INSI compte parmi ses membres des organisations médiatiques américaines et anglophones. Au niveau français, nous n'avons que l'AFP et il est clair qu'il y a deux pratiques différentes dans le journalisme contemporain. Les Américains, les Anglais font énormément appel à des locaux. Seulement, ils ne les forment pas correctement. A

l'Institut, on trouve que c'est vraiment essentiel la formation des journalistes locaux. Il faut leur fournir également un certain nombre de services comme les assurances, les équipements nécessaires pour qu'ils puissent se protéger. Je voudrais aussi lever une deuxième problématique, c'est la problématique du statut des femmes - correspondantes des guerres, qui n'est pas souvent prise en considération. Elles font face à des risques qui sont spécifiques et qui ne sont pas les mêmes que les collègues masculins.

**Nicolas Poincaré** : Sur la différence entre les hommes et les femmes, je n'ai pas grand-chose à dire mais je reviens à ce que disait Vincent sur " je n'ai pas envie d'aller travailler avec des gardes du corps ". Moi, je redis qu'aujourd'hui, je pense qu'on a le choix entre ne pas y aller ou y aller avec des gardes du corps. C'est un vrai choix et moi, je préfère y aller avec des gardes du corps. En novembre dernier, j'avais vu une journaliste anglaise venir faire un micro-trottoir dans le resto où je déjeunais avec des gardes du corps qui barraient la porte, des gardes du corps américains et qui au bout de cinq minutes lui ont dit, stop, t'as pas le droit à plus de cinq minutes au même endroit, il faut partir. On avait tous éclaté de rire, parce que nous, on était en train de bouffer et boire des bières et on se sentait en parfaite sécurité dans ce restaurant et on s'était dit, " c'est ridicule ".

Ça, c'était en novembre, aujourd'hui il y a eu deux enlèvements, à l'époque Christian était dans sa cave mais enfin bref aujourd'hui je pense que le risque est plus supportable parce que dans d'autres conflits on a risqué que notre peau, aujourd'hui on risque plus que notre peau, on risque le ridicule en plus. On risque ce que disait Vincent tout à l'heure, plus sérieusement, la fracture très grave entre l'opinion et nous. On ne peut pas passer ça par-dessus de l'épaule en disant " on s'en fout ". Moi, je redis que je pense qu'on a le choix entre y aller avec des gardes ou ne plus y aller. Comme concrètement, il y a des directeurs de médias qui se réunissent tous, c'est aussi un cas de figure rare et ben voilà, profitons-en. S'ils veulent, moi je ne le demande pas spécialement mais si eux, décident de se dire aller on va mutualiser, on va prendre dix anciens (inaudible) paiement, on va demander à Tanguy de nous fournir des jeunes retraités efficaces. C'est facile, ils prennent la retraite très tôt, ils sont pleins de bonnes volontés, ils sont assez sympas. Voilà, on peut mettre à Bagdad cinq retraités et après ce sera à chacun de se démerder avec, d'y échapper le jour où on aura vraiment envie d'y échapper ou de s'en servir le jour où trouvera ça nécessaire. Moi, je ne serai pas choqué, si demain les directeurs de rédaction décidaient de mettre un peu de pognons sur la table, ils ont l'air d'être mûrs pour le faire parce qu'ils sont un peu quand même tourneboulés par toutes ces histoires. S'ils voulaient financer une sécurité collective pour les reporters français à Bagdad, ce sera un cas de figure qui ne s'est jamais vu jusqu'à présent mais qui moi, me dérangerait pas du tout parce que c'est ça ou ne pas y aller et pas y aller c'est quand même emmerdant.

**Lorenzo Virgili** : L'idée de créer un pôle de sécurité aujourd'hui à Bagdad financé par plusieurs médias et qui aussi accueillerait évidemment les pigistes indépendants et éventuellement ceux qui ont l'habitude de travailler avec les équipes françaises sur place. Ça serait en tout cas de mon point de vue très bien, ça pourrait sembler contradictoire avec ce que je viens de dire il y a quelques minutes, ça me semble une réponse à une crise actuelle. Je dirais que j'aurai moins de crainte dans cette hypothèse-là de travail aujourd'hui parce que je crois que cette capacité de solidarité entre médias, enfin je ne sais qu'est-ce que tu en penses mais je ne suis pas sûr qu'elle dure. Une fois sortie de cette crise très aiguë, la réaction de compétition qui existe entre les rédactions, la chasse à l'exclusivité fera en sorte, on peut peut-être le regretter moralement, mais au moins je me dirais, " ben, tiens là, peut-être que finalement ce système-là ne s'installera pas.

**Robert Ménard** : Tu sais Nicolas il y a eu déjà un début de discussion dès la première réunion comme tu sais de tous ces patrons de presse, enfin au directeur de publication et au directeur de rédaction, ça dépendait. Tout de suite, ils ont parlé de ça. Le problème c'est il faut aller plus loin dans ce qu'on dit parce que c'est en même temps chacun la concurrence, elle existe, elle a existé tout le temps. Moi, je peux t'en donner cinquante exemples tout de suite.

**Un intervenant** : Pour aujourd'hui ?

**Robert Ménard** : Mais même maintenant, hier, avant-hier ce n'est pas vrai que d'un coup, il n'y a plus de concurrence entre les médias parce que Florence était là-bas, ce c'est pas vrai. Ça continue sur des formes différentes et tout. Le problème c'est conjuguer ces deux choses. Ils savent qu'ils n'ont pas les moyens de payer la sécurité, je le dis tout le temps. Il y a trois envoyés spéciaux permanents du *New York Times* à Bagdad. Il y a quatre-vingts personnes qui travaillent pour eux. Il n'y a pas un média, il n'y en a pas un ici auquel vous appartenez qui est capable de payer la moitié, le quart, le dixième de ça pour dire les choses. Ils ont tous conscience qu'il faut que collectivement, ils l'assurent. Le problème c'est comment assurer, tu vois ça collectivement, tout en préservant le fait que les médias restent en concurrence. C'est sur ça que ça a un peu buté et à ma connaissance, je peux me tromper, je n'ai pas eu l'impression, il y avait une commission qui avait été mise en place pour réfléchir à ça, il faut dire qu'on était tous absorbés par Florence, disons que c'était quand même ça. Comment concrètement aller plus loin et trouver quelque chose qui fonctionne.

**Olivier Da Lage** : Sur cette histoire de la maison commune qui serait mise en place sous forme de pool à Bagdad et a supposé régler les problèmes d'entente logistique qu'on peut imaginer. Je vois quand même quelques inconvénients. L'un c'est que le trajet entre l'aéroport et la maison en question demeure, excessivement dangereux et coûteux. La deuxième chose c'est ce que Vincent racontait à propos de Bassora, c'est-à-dire qu'une fois qu'on est dans ce campement ou cette maison, soit on laisse les gens prendre le risque d'y venir, soit on sort et on se retrouve à nouveau en situation de risque donc je ne suis pas entièrement sûr que ça réponde à toute la problématique. Christian Chesnot qui doit bientôt partir.

**Nicolas Poincaré** : C'était bien ça. La question aussi, on disait la valeur ajoutée de l'information, ce n'est pas est-ce qu'il faut être à Bagdad ou pas c'est aussi pour qui faire et comment on le fait et est-ce que ça vaut le coup d'être dans l'hôtel. Il y en a qui disent oui parce qu'on voit quand même des sources qu'on peut téléphoner, c'est pour ça, est-ce qu'on ne peut pas couvrir à partir du Kurdistan, Bassora. Imaginez d'autres dispositifs parce qu'apparemment une présence permanente ça requiert une logistique que personne peut se payer et qu'apparemment le pool, la maison des gens étrangers c'est pas possible.

**Olivier Da Lage** : J'ajoute juste avant, pendant que tu passes le micro à Nicolas que ça devient aussi une cible pour des requêtes et toutes sortes de choses.

**Un intervenant (Nicolas Poincaré ?)** : Non, mais juste pour être très concret parce que là on devient concret, on a évoqué le problème de la route de l'aéroport à cette maison. Moi, ce dont je parlais, c'est d'une dizaine de personnes, on n'a pas besoin de quatre-vingts non plus pour trois journalistes. A mon avis dix personnes c'est déjà vachement bien quand on prend l'histoire des enlèvements, Florence a raconté le sien hier, elle aurait eu deux mecs, il n'y avait pas d'enlèvement. Quand on parle de dix personnes, cela veut dire quelques-uns qui sécurisent un hôtel par exemple, je me souviens plus du nom, celui qui est juste à côté du Métropole. Bref, il y a un petit hôtel dans la zone parfaitement sécurisée, ce n'est pas dur de sécuriser cet hôtel, il suffit trois personnes qui y restent, qui aillent chercher les journalistes et la concurrence je ne vois pourquoi on en parle, parce que ce projet, il n'a rien à

voir avec la concurrence. Évidemment que les journalistes sur place restent le concurrent, le mec de France-inter qui ira là-bas bossera pour France-inter, il n'est pas question de faire bosser le type d'Europe 1 pour RTL ou de TF1 pour France 2.

Moi, je parle d'une sécurité commune de dix personnes qui font qu'il y a un hôtel qui est très sécurisé, des trajets aéroports - villes qui sont un peu sécurisés parce que ce n'est pas deux gardes du corps qui empêcheront les tirs. Si on se fait tuer sur la route de l'aéroport, ça c'est dans tous les pays en guerre, oublions cette idée. On peut se faire tuer même avec un garde du corps sur la route de l'aéroport comme à Grozny comme n'importe où, ce n'est pas la question. La question aujourd'hui c'est de ne pas se faire enlever parce que la France ne veut plus qu'on se fasse enlever et on est obligé de l'admettre. Si on a dix mecs dont trois qui gardent l'hôtel et sept qui se baladent, toute façon, s'il y a ça, il n'y aura pas trente journalistes français le lendemain. Il y aura quelques journalistes français qui feront des allers retours et qui viendront et moi je pense que c'est faisable.

**Mylène Sauloy** : L'Irak ce n'est pas que Bagdad, il ne faut pas exagérer, il y a plein d'endroits où on peut aller, il y a plein d'endroits où on peut avoir de l'info, il y a plein d'autres choses à faire en Irak que d'aller à Bagdad et ça ne devient pas une problématique globale comme ça oui ou non, avec ou sans garde du corps. Il y a des endroits où on peut parfaitement aller sans garde du corps et où on peut faire pleine de choses y compris comprendre ce qui se passe à Bagdad. On ne peut pas se focaliser là-dessus. Le deuxième truc c'est que, je pense que ce n'est pas à l'Etat et au gouvernement français de dicter quoi que ce soit aux médias. Comme je pense que les médias doivent au coup par coup discuter selon l'endroit où on va, la région, le journaliste qui connaît le terrain, la langue ou non et que tout ça peut s'évaluer au coup par coup. Ce n'est en tout cas sûrement pas au gouvernement de venir dicter aux médias si oui ou non on peut aller en Irak et je répète que pour avoir fait la tournée des rédactions et avoir entendu des trucs hallucinants les derniers temps.

Il ne faut pas rentrer dans les rages individuelles mais l'autre truc c'est que, il faut être raisonnable, on ne va pas faire des conflits avec zéro risque, zéro mort et on ne va pas y arriver, ce n'est pas le problème. L'Irak c'est un conflit à risques, il y en a plein, il y en a pas que ça. Je ne savais pas que c'était une journée que sur l'Irak, je trouve ça dommage parce qu'il y en a d'autres en cours et on ne se pose pas les mêmes questions. C'est bien dommage qu'on ne se les pose pas. On ne réduira pas les risques à zéro mais c'est vrai que probablement avec l'expérience de tout le monde, on va pouvoir les réduire passablement et comprendre où on peut aller et où on ne peut pas aller. On pourrait peut-être faire un système d'informations internes entre les gens qui vont dans des régions comme ça, se revoir régulièrement et se filer des combines sur où ça craint ou ça craint pas ou est-ce que c'est raisonnable etc.

**Serge Martin** : Je voudrais juste revenir sur ce que disait Nicolas à l'instant. Moi, je suis un petit peu inquiet aussi de voir ce système qui est un système de pool en quelque sorte. C'est d'ailleurs un hôtel protégé avec les moyens de certains médias qui auraient donc priorité pour envoyer leurs journalistes qui exclue automatiquement pas mal de journalistes d'autres rédactions ayant moins les moyens et qui excluent tout de suite les indépendants. On se retrouvera dans un système de pouls en quelque sorte protégé avec les mêmes journalistes, des mêmes rédactions allant sur place. Si la volonté est d'être en effet sur place à Bagdad puisqu'il était question de Bagdad à l'instant. C'est une solution mais je trouve qu'elle est un petit peu exclusive par rapport à ce que l'on peut espérer comme représentativité de la presse ou des journalistes sur place.

**Un intervenant** : En fait, les indépendants qui n'auraient plus accès à ce pool seraient d'autant plus exposés aussi et si en fait le nombre de gens qui soient là pour protéger ne devraient pas être limités à dix parce que je pense qu'il



n'y aurait pas assez de gens.

**Olivier Da Lage** : Quand on parle de sécurité de protection, j'ai du mal à ne pas songer à ce qui est arrivé à Rafic Hariri au Liban, qui est probablement l'homme qui était le plus mieux protégé de la planète et donc ça met la limite aussi.

**Robert Ménard** : Si c'est pour dire qu'il n'y a pas de solutions miracles, il n'y a même pas besoin de discuter parce que ça on est tous d'accord que ça n'existe pas. L'idée c'est de se dire : est-ce qu'on fait ça parce que toute façon des pigistes il n'y en a pas là-bas. Il y en a une pigiste, il n'y a pas des pigistes, point final.

**Un intervenant** : Il y a des indépendants qui y vont de temps en temps.

**Robert Ménard** : Mais bien sûr que non. Quels indépendants vont à Bagdad mais où vous avez vu ça. Ne nous racontons pas des mensonges, il n'y a pas d'indépendants à Bagdad. Il y a Anne-Sophie point final. Il y a une Française à Bagdad, c'est Anne-Sophie. Le débat, il ne se pose pas et on ne pourra pas y aller parce que c'est (inaudible) parce que tu n'y vas pas et personne ne va y aller.

**Un intervenant** : Ça ne sert à rien si on ne peut pas garder la trace.

**Lorenzo Virgili** : Qu'on tienne une comptabilité c'est une chose, on peut le faire mais on est certain d'une chose, c'est que potentiellement il pourra toujours y avoir des journalistes et dans ces cas-là qu'est-ce que l'on peut faire? D'un côté, il y a ce que tu évoques Nicolas, qui mérite de réfléchir, savoir avec quel moyen, dans quel esprit, avec quelle condition, c'est-à-dire : c'est ouvert à qui, c'est ouvert uniquement aux médias qui ont cotisé, ou bien c'est ouvert à tous ? Ce sont des choses qui sont à la fois très sensibles et très délicates et qui méritent si on envisage cette solution-là de préciser le type d'accord. Comme l'évoquait Jean-Marie tout à l'heure au début, il faut qu'on évoque divers aspects, différentes solutions, je crois que dans tout problème et dans toute crise que l'on rencontre, il faut aussi savoir s'interroger sur ces pratiques en tant que journaliste et éventuellement qu'elles sont les choses qui peuvent induire ou amener ou augmenter le risque. On a aussi une responsabilité. On doit aussi être capable de faire une sorte d'autocritique.

Il y a un terme, je le dis de manière un peu anecdotique qui revient à chaque fois qu'un journaliste est arrêté, on lui dit, on l'accuse, ceux qui l'arrêtent, bien entendu, c'est un espion. On a entendu ça partout sous toutes les latitudes, dans tous les pays. Qu'est-ce qui laisse induire cela, quel est le métier que l'on n'a pas réussi à expliquer, quel est le métier que l'on a fait qui laisse supposer à certains que l'on puisse l'être? Je pense qu'il y a un moment, il va falloir aussi que l'on pose ces questions-là, Florence Aubenas l'a évoqué dans sa conférence de presse. C'est quelque chose qui est arrivée à tous ceux qui ont été sur le terrain, la visite à l'ambassade a une raison, le compte rendu fait à l'ambassade après est-ce que c'est justifié, est-ce que c'est normal, est-ce que ça laisse passer une image éventuellement que l'on pourrait effectivement collaborer avec un Etat ? Comment un pays un individu venant d'un pays d'une dictature peut-il comprendre qu'effectivement un journaliste soit en contact avec les autorités sans pour autant avoir des liens privilégiés. C'est toute une réflexion aussi qu'on devrait avoir sur cela.

**François D'Alañon** : Moi, je crois que c'est quand même très important que les directeurs de médias prennent une initiative parce que même au niveau ... il faut que ça soit ... ça peut être que très limité, ça peut être effectivement sécurisé le trajet aéroport Bagdad et un lieu dans Bagdad ne serait-ce que ça, même symboliquement si ça sert qu'à quelques journalistes à garder la porte ouverte d'une façon symbolique parce que sinon on va se retrouver, moi j'appartiens à un média qui m'a interdit d'aller couvrir les élections même à

Bassora alors que j'avais tout monté comme Vincent. Je sais très bien que s'il n'y a pas ce type d'initiative, je ne vais pas pouvoir y aller comme j'avais vraiment l'intention d'y retourner en septembre. J'ai déjà dans ma tête un petit plan pour faire tout ça. S'il y a cette espèce de dispositif sécurisé symboliquement d'abord, ça va rendre service de toute façon concrètement à un certain nombre de gens et d'autre part ça va garder la porte ouverte parce que ça va nous permettre même si je n'ai pas envie d'aller à Bagdad, je pourrai aller à Bassora parce qu'à ce moment-là mon directeur de média ne va pas m'interdire parce qu'il y aura un truc ouvert entre guillemet, il y aura d'autres qui y vont, donc je peux y aller ça tient à ce genre de mesure symbolique qui est vachement importante et face à cette pression énorme s'il n'y a pas une initiative de ce genre telle qu'elle soit mais très concrète, peut-être limitée, je dire ça va être la porte fermée. En tout cas pour un certain nombre de médias, je le vois d'avance, ça va être interdiction, territoire interdit.

**Robert Ménard** : Juste pour aller exactement dans tout cela. Je pense que ça se joue dans la semaine qui vient, il y a un tel traumatisme avec ce qui vient de se passer avec Florence. Je pense que toutes les rédactions sont hypersensibles aux pressions et elles reçoivent toutes des pressions et la situation n'est même pas la même il y a quatre jours parce qu'elle est libérée et que les gens disent maintenant, vous n'y allez plus et la crainte je pense que tu l'as dit, ce n'est pas d'être tué, c'est un enlèvement. Un enlèvement ça va être une catastrophe parce que plus personne n'ira se mobiliser, relancer quelque chose et tout, ça va être épouvantable. Devant cette crainte, toutes les rédactions sont tétanisées à cette idée-là de se retrouver dans une situation où elles se disent, " attendez mais on va être montré du doigt comme des irresponsables " ou il y a une mesure qui est prise de mutualisation des risques. Pour rassurer à quelques journalistes dans des conditions imparfaites, pas satisfaisantes, on l'espère temporaire le fait qui est quand même une présence de journalistes français à Bagdad où s'en fini ta rédaction. Il n'y a pas un type qui prendra le risque de t'envoyer nul part en Irak parce qu'on disait ça pouvait arriver ailleurs.

**Vincent Hugeux** : Lorsque j'entends le ministre des Affaires étrangères en l'occurrence Philippe Douste-Blazy expliquer que le moment est venu d'ouvrir un large débat là-dessus, ça me laisse un peu pantois quand même parce qu'on a l'impression que le débat est circonscrit à une seule équipe de foot qui est la nôtre et on oublie qu'il y en a une en face, en clair. Tant qu'on imaginera que l'on peut éventuellement un jour amener Zarqawi sur les bords du Léman pour négocier une nouvelle convention de Genève quel que soit le niveau d'accord auquel on parviendra entre nous qui reste hypothétique, il n'en demeure pas moins qu'on continuera de travailler dans une situation d'adversité absolue et que de toute façon le choix d'y aller ou pas restera très aigu. Quand on évoquait tout à l'heure le milicien, tous ceux parmi nous ont pratiqué à un moment donné en Afrique par exemple, le milicien de douze ans et demi avec la Kalach sur le bide et chanvré jusqu'aux yeux. Vous n'allez pas commencer à lui parler de liberté de la presse et de convention de Genève.

De toute façon il faut savoir qu'arrivera un moment où on devra dire on y va ou on n'y va pas. On n'aura jamais d'accord avec les caïds terroristes ou les régimes tyranniques pour savoir si notre présence et avec les régimes tyranniques, tout cela c'est la même chose, si notre présence est acceptable ou pas. Donc n'oublions pas qu'on n'est pas tout seul dans cette histoire et qu'il y a camp d'en face qui est puissant, qui a mesuré à quel point il pouvait tirer profit de notre présence et donc on reviendra à un moment donné devant ce choix essentiel encore une fois même si, ce dont on peut douter à ce stade, on parvient à une forme de consensus méthodologique.

**Andrei Brauns (Journaliste de télé indépendant, ancien chef de bureau de CNN Paris)**

Pour être très pragmatique, je m'inscris absolument dans l'idée de faire un *pool* pour les médias français parce qu'il n'y a pas d'autre issue. Les médias, quels que soient leurs moyens, ainsi que les journalistes indépendants doivent se mettre d'accord et collaborer pour agir ensemble dans une situation dangereuse, le temps nécessaire pour sortir de déserts terribles et très dangereux tels que l'Irak.

Personnellement, quand j'étais avec CNN, j'ai pu constater que les chaînes américaines en Irak ne sortent presque pas de leur "bunker". Ce n'est pas la meilleure façon de faire du journalisme mais je trouve que c'est important de garder une présence sur place. Malheureusement il y a des conflits sur lesquels il n'y a presque pas eu de couverture journaliste car il n'y avait pas assez de journalistes présents. Ce fut le cas par exemple du conflit entre l'Iran et l'Irak dans les années 80. Dans cet esprit-là, je pense que c'est mieux d'avoir un *pool* avec toutes ses limites que de n'avoir aucune présence journalistique. Je soutiens l'idée de *pool* comme la seule solution dans les situations dangereuses d'aujourd'hui.

Deuxièmement, je fais un appel à la responsabilité des journalistes, spécialement les indépendants, qui doivent prendre toutes les précautions possibles et "s'inscrire" auprès d'un centre d'information et de suivi des journalistes, qui pourra ainsi "veiller" sur eux. Actuellement, les autorités françaises essaient de décourager les journalistes de se rendre dans des zones trop dangereuses, notamment l'Irak, parce que, en cas de kidnapping, les efforts militaires, sécuritaires et financiers sont trop élevés. Je peux comparer cette situation avec celle des skieurs hors piste qui s'aventurent en dehors des zones balisées, et tout d'un coup il y a une avalanche, on envoie les sauveteurs, les chiens, les hélicoptères, tout cela à des coûts très élevés. La comparaison s'arrête là, car un journaliste en zone de guerre a une mission d'intérêt public et met sa vie en danger pour informer, pendant qu'un skieur hors piste fait cela pour son plaisir. En conclusion, je propose la création d'un système de *pool* ainsi que d'un centre où tous les journalistes se rendant en zone dangereuse pourront s'inscrire avant leur départ.

**Jean-Marie Charon** : Je voudrais juste obtenir quelques précisions d'une part quand vous évoquez l'initiative d'un *pool* ou l'initiative d'un centre, quelle est la structure qui peut supporter ça? Comment voyez-vous les choses : est-ce que c'est une structure créée par les entreprises, est-ce que c'est plutôt une structure associative de type RSF qui prendrait les choses en main? Parce que si nous voulons avancer et si nous ne voulons pas nous faire piéger dans des solutions qui n'en sont pas, il faut avoir des idées sur ce que peuvent être les supports nécessaires. Je suppose qu'il n'est pas question de transférer les choses aux pouvoirs publics, ça me paraîtrait une mauvaise idée. D'autre part j'aurais bien aimé que les personnes qui sont très proches des directions ou qui sont à l'articulation des responsables de médias et des rédactions, je pense à Alain Le Gougec ou à Pierre Babet, qu'ils nous disent ce qu'ils sentent de la position de leur direction aujourd'hui sur ces sujets-là parce que c'est le grand silence sur ce point depuis le début de l'après-midi.

**Adrien Collin** : Par rapport à notre statut, l'Institut est considéré comme une organisation non gouvernemental et à ce titre on est habilité à chercher directement des fonds auprès des gouvernements pour défendre la sécurité des journalistes. Pour le moment on a déjà développé un programme de formation de journalistes locaux mais ici il y a énormément de nouvelles possibilités qui peuvent être apportées. Pour rebondir sur ce qui a été dit, un de nos objectifs, est de créer un bureau sur place qui sera mis en place de manière temporaire en attendant que la situation se calme. L'objectif serait d'aider les journalistes

en matière d'information, en matière d'assurance, leur transmettre de l'équipement, servir également de plate-forme d'informations, développer un système d'informations comme il existe déjà dans les ONG qui rassemble l'ensemble des incidents qui ont touché une région en particulier et qui sert d'outil à la décision (planification des routes, localisation des champs de mines) pour ceux qui donnent les ordres de mission.

**Pierre Babey** : Sur le deuxième point, ça s'apparente un petit peu une sorte de bureau des guides où tu declares une sortie, t'es pas obligé de dire où tu vas mais tu sais que tu es parti, que telle équipe est partie, qu'elle doit rentrer à l'estime dans douze heures ou vingt-quatre heures et à ce moment-là, on commence à s'inquiéter. Là, à mon avis ça relève de la responsabilité d'organisation du journaliste, ça peut se faire. En revanche, pour la première partie à savoir la mutualisation de moyen de sécurité, je dois dire à mon grand regret que, nous on l'a proposé dans le cadre de France télévision, qu'au moins France 3 et France 2 se mettent ensemble dans une maison sécurisée ou un hôtel sécurisé pour pouvoir assurer la toute petite ligne qui est de pouvoir faire un plateau en direct de Bagdad uniquement. On ne l'a pas obtenu de nos deux directions qui font partie d'une maison commune qui s'appelle France télévision. Je vous laisse le soin d'imaginer la difficulté de monter quelque chose qui soit un peu plus gros. Ce quelque chose qui pourrait être un peu plus gros puisqu'il faut profiter des vents favorables actuellement, ça ne peut venir que des employeurs de journalistes ou des directeurs de la rédaction. En aucun cas des pouvoirs publics qui pourraient ouvrir, fermer ou entre ouvrir ou fermer complètement cette petite maison dans la prairie. Ce n'est pas pensable que ce soit Monsieur Douste-Blazy qui dise on y va, on n'y va pas. En revanche, que ce soit Monsieur Tessier pour ce qui me concerne ou Monsieur Le Lay, ça me paraît acceptable. En tout cas, les employeurs de journalistes disant, on peut mutualiser un certain nombre de points si on fait la petite maison dans la prairie. Personnellement, je trouve que ça aurait de la gueule même si c'est pour aller faire un plateau sur le toit d'un hôtel à Bagdad.

**Alain Le Gougec (France Inter)** : J'ai une question pour Nicolas Poincaré. Je rebondis sur ce que vient de dire Pierre Babey ; tu parles de TF1 comme si TF1 décidait ou ne décidait pas de t'envoyer. Mais toi, ton patron, c'est une boîte de production, c'est "Eléphant et Compagnie". Est-ce le producteur qui décide de t'envoyer ou non en Irak, ou est-ce que c'est le diffuseur ?

**Nicolas Poincaré** : C'est très simple. Ça va au-delà des chaînes et on l'a vu, il y a eu un exemple avec France télévision très concret, c'est qu'une boîte de production dans l'air à envoyer quelqu'un mais qui faisait un reportage pour la 5 et Tessier a dit, si c'est pour la Cinquième c'est pour le service public, donc retour et le cameraman a pris le premier avion et nous ce serait pareil. Ce n'est pas mon employeur direct TF1 mais c'est pareil, si j'y allais, si j'étais pris en otage, on dirait un journaliste de TF1 et Le Lay se serait mis en cause. Juste pour enchaîner, j'en profite. Là, on était dans la cas de figure de France 3 ; effectivement Tessier n'a pas osé être le seul à envoyer.

S'il n'y avait pas en ce moment à cause de Florence Aubenas ces réunions exceptionnelles de quarante directeurs de médias, on parlerait dans le vide, mais il se trouve qu'ils se réunissent et qu'ils soient radins en règle générale, c'est vrai mais là, exceptionnellement, il y a quinze ans Vincent m'a proposé d'acheter ensemble une voiture blindée, elle coûtait 50 000 francs, ça nous faisait 25 000 chacun, Ivan Levaï avait dit c'est beaucoup trop cher pour une voiture blindée. Ce n'est pas très cher, en règle générale, ça ne marche pas, là ça peut marcher parce qu'ils se réunissent demain ou après demain parce qu'ils sont encore toujours (inaudible). C'est ce que disait François, il y a une fenêtre de tir qui permettrait à beaucoup, pigiste ou non-pigiste parce que j'en profite pour répondre à la question qui je crois ça devrait être ouvert à l'ensemble de la presse française. Si quarante directeurs de médias se mettent

d'accord pour mettre un peu au pot, ça doit être naturellement être ouvert à l'ensemble de la presse française, voire des journalistes de nationalité pas française mais travaillant pour un média français ayant une lettre d'accréditation, un photographe de n'importe quel pays qui viendrait faire des photos pour *L'Express* devrait bien sûr avoir droit à cela. Et il s'agit encore une fois pas de pool. Pool n'est pas le bon mot, il ne s'agit pas d'envoyer des journalistes qui travailleraient pour tous les médias. Il s'agit de moyen sécurité de commun.

**Alain Le Gougec** : J'aimerais revenir un peu sur ce qui s'était passé à Radio France au cours de l'hiver après la disparition de l'enlèvement de Christian CHESNOT et de Georges MALBRUNOT. Nicolas HENIN, lui-même pigiste pour Radio France à Bagdad, était à Paris en vacances à ce moment-là. Pendant cette période, Christian CHESNOT, habituellement correspondant de RFI et Radio France à Amman, remplaçait HENIN en Irak. Hélas, Christian s'est fait enlever et Nicolas a aussitôt souhaité retourner à Bagdad. Le président de Radio France a alors pris la décision de dissuader Nicolas HENIN de retourner à Bagdad ; il l'a invité à s'installer à Amman à la place de Christian. On considérait dès lors que le correspondant à Bagdad, c'était Christian CHESNOT qui venait d'être enlevé et qu'en attendant sa réapparition, on ne le remplacerait pas en Irak. Depuis, Nicolas HENIN est toujours à Amman et il n'est toujours pas question de le renvoyer à Bagdad. Ça c'est une première chose. Sur l'idée maintenant, je ne pense pas que la position de Radio France ait changé et je ne la vois pas changer de sitôt.

Le PDG de Radio France, ex-PDG de RFI, a déjà deux morts dans ses dossiers : celle de Johanne SUTTON en Afghanistan en novembre 2001 et celle de Jean HELENE en octobre 2003 à Abidjan. Evidemment, ça l'incite à une certaine prudence, on peut le comprendre. A Abidjan, après la mort de Jean HELENE s'était posé le problème du maintien sur place de Virginie GOMEZ, pigiste et numéro 2 du bureau. Fin 2003, J'étais rédacteur en chef du service Afrique de RFI. En rentrant d'Abidjan où nous venions de récupérer le corps de Jean HELENE, ayant entendu les Jeunes Patriotes dire là-bas qu'après avoir eu la peau de Jean ils auraient celle de Virginie, mon premier souci a été de réunir à Paris la totalité des employeurs de Virginie GOMEZ et de son compagnon Emmanuel GOUJON, lui-même pigiste en Côte d'Ivoire. Au total, ça faisait six employeurs. Virginie et Emmanuel ne voulaient pas quitter Abidjan. Ils y avaient leur gagne-pain. Virginie GOMEZ était alors enceinte de sept mois, elle allait avoir trente ans, il fallait faire quelque chose et très vite. En nous réunissant entre employeurs, en discutant, nous avons trouvé ensemble une solution qui a permis à Virginie et à son compagnon de partir d'Abidjan dans des conditions acceptables pour eux. Nous leur avons proposé du travail dans un autre pays d'Afrique.

Ça nous ramène à la situation actuelle où des directeurs de rédaction se réunissent pour tenter de trouver une solution. Si on peut la leur suggérer, tant mieux. Moi, je pense que l'idée de la création à Bagdad d'un centre d'accueil des journalistes français -qu'ils soient titulaires de rédaction ou pigistes peu importe-, un centre qui puisse les accueillir tous, est une très bonne idée. Soyons audacieux ; moi, j'irais plus loin que vous. Il y avait un slogan pour la libération de Florence AUBENAS et d'Hussein HANOUN. on disait " Ils sont partis pour vous, ils reviendront grâce à vous ". Moi, je suggère d'inverser le slogan : " Ils partiront grâce à vous, ils reviendront pour vous ", c'est-à-dire qu'on pourrait très bien associer financièrement les gens qui croient véritablement à la liberté de la presse et à la nécessité pour les journalistes français d'informer le public français de ce qui se passe en Irak en se rendant sur place sans risquer de se faire enlever à tous les coins de rue. On pourrait très bien associer les lecteurs, les auditeurs, les téléspectateurs à une sorte de collecte de fonds qui nous permettrait d'organiser les conditions de l'accueil en Irak des journalistes français afin qu'ils puissent faire leur travail et témoigner. Ça nous permettrait déjà de

savoir si l'opinion publique française tient tant que ça à la liberté d'informer. C'est peut être jouer avec le feu, je ne sais pas. C'est juste une idée.

D'autre part, si ce centre devait exister parce qu'il faut de l'argent, tu disais tout à l'heure, Robert, qu'il y a trois journalistes à Bagdad pour le *New York Time* (je crois en fait qu'ils sont cinq en ce moment effectivement) et qu'ils emploient, notamment pour leur protection, plusieurs douzaines de personnes, peut-être quatre-vingts, c'est énorme. J'aimerais bien savoir ce que ça représente comme base salariale, mais ça doit être considérable. Il faut savoir pour combien de temps on peut mobiliser des fonds pour ce centre d'accueil, ça me paraît très important. Et si on arrivait à le mettre en place, ça pourrait très bien être par l'intermédiaire d'une organisation comme RSF, certainement pas par l'intermédiaire des pouvoirs publics. Enfin, je vois mal les directions de rédaction s'organiser pour créer cette cagnotte. Je n'y crois pas un instant. Je pense qu'il faut que quelqu'un s'en occupe de toute façon, quelqu'un qui a l'habitude de ça, qui a l'habitude du terrain, qui a l'habitude des journalistes, de leur besoins, de leur contraintes et ce ne sont pas forcément les directeurs des rédactions qui sont les plus indiqués pour connaître les besoins des journalistes en zones de conflit, je crois qu'on est tous d'accord là-dessus. Je pense aussi que si l'on y arrive, les gens qui partiront sur place devraient s'engager à ne pas y rester très longtemps, indiquer le sens de leur mission et puis peut-être se prêter à une sorte de briefing avant de partir pour respecter un certain nombre de consignes etc. C'est-à-dire qu'il y aurait une structure permanente sur place pour assister des gens qui seraient en fait des oiseaux de passage.

**Un intervenant :** Je pense qu'à Paris il devrait y avoir une structure aussi qui accueille, qui prépare psychologiquement les personnes surtout pas les confirmés mais ceux qui partent avec très peu d'expérience et que ça soit relié par les associations.

**Un intervenant :** On ne va pas se payer ceux qui n'ont pas d'expérience en plus. Soyons réaliste, déjà convaincre demain ou après demain les patrons de presse de se mettre ensemble pour financer en gros un minimum de sécurité collective, c'est incroyable. Ensuite voulant faire un truc parfait avec, pourquoi pas la formation avant l'accueil psychologique, si on dit ça c'est invraisemblable, il y aura quelques grandes rédactions, je le regrette de le dire comme ça qui rompt parce que ce serait une façon d'assurer une permanence. Tu ne vas pas faire venir si c'est un type qui te dit " je viens faire un reportage photographique et je verrai à qui je le vends après " honnêtement je ne crois pas qu'on prendra les risques pour ça. C'est terrible à dire comme ça mais ce sera aussi brutal que ça, il faut qu'il y ait quelques journalistes français de média significatif sinon le reste ne tiendra pas cinq minutes. Je sais bien que ce n'est pas bien à entendre, que ce n'est pas bien à dire mais c'est comme ça.

**Un intervenant :** D'un autre côté il y a une réalité, il y a six mois, il y a un photographe qui est parti (inaudible) je crois qu'il a vingt ans, il est parti à Falloudja, il a fait la prise de Falloudja, il est revenu, il a fait six pages à *El Mundo* mais il n'a pas posé la question pourquoi il était parti, qu'il était trop jeune, tout ça, ils l'ont pris, l'ont publié. Il y en a des gens comme cela.

**Olivier Da Lage :** Sur la formation des journalistes, qu'en dit le directeur d'une école ?

### **Loïc Hervouet (directeur ESJ Lille)**

Premier point, pour confirmer ce que Vincent disait tout à l'heure : ce matin dans le TGV de Lille pour Paris, on a eu droit à cinquante-cinq minutes sur Florence et sur les otages ; ça a démarré en effet dans le carré de huit où on était par une crétine qui lisait le journal gratuit et moi qui lisais évidemment

le récit complet dans *Libération* grand ouvert, et la fille en question qui disait que " ce n'est même pas vrai, elle n'est pas allée, elle ne peut pas être allée en étant dès maintenant si bien ". Belles empoignades, elle s'est excusée. Plus sérieusement, ça a terminé sur l'idée que "les journalistes doivent arrêter d'y aller", que ça ne sert à rien et que "ça coûte trop cher à tous les monde d'aller les libérer". C'était juste une anecdote pour confirmer l'état d'esprit en dehors de notre cercle professionnel. Pour revenir au sujet, je ne suis pas compétent sur la question des escortes, même si ça m'est encore arrivé récemment de bénéficier d'escortes non sollicitées et finalement dangereuses en Algérie. Je ne suis plus compétent sur le reportage international en zone de conflit, mais je crois quand même que la réflexion doit être menée sur deux points :

- premièrement, on n'a pas complètement fait l'inventaire et discerné l'ensemble des enjeux éthiques de la couverture de l'information dans ces zones-là. Dans ce que disait Lorenzo sur les photographes, dans ce que disait tout à l'heure Vincent sur la différence de traitement entre journalistes et fixeurs, je vois des objets encore de réflexion non pas sur la méthodologie seulement, mais sur les véritables enjeux au regard du droit à l'information, au regard au comportement des journalistes, au regard des rapports des journalistes avec l'armée, avec les pouvoirs publics, etc. Il faudra sûrement qu'on refasse vraiment une séance complète et forte des Entretiens là-dessus sur l'aspect éthique proprement dit, ce qui peut servir à quelque chose dans les écoles de journalisme

- deuxièmement, Adrien n'a pas parlé tout à l'heure de ce que l'INSI est en train de faire et de ce qu'on essaye de faire aussi et honnêtement on ne sait pas très bien comment faire pour la préparation des jeunes étudiants à ces situations. Quelle espèce de module de sensibilisation pour des étudiants en journalisme peut-on faire sur des choses comme ça? Bien sûr on les associe à des colloques quand ils ne sont pas fermés, comme celui-ci, bien sûr on organise nous-mêmes, on essaye de faire venir des témoins, des journalistes libérés, ceux qui sont allés couvrir telle ou telle situation, mais on n'a pas encore bien modélisé quand même, cette espèce de minimum vital, de réflexe, de réflexion et de discernement, que devrait avoir un journaliste normalement formé sur cette question. On est encore en train de réfléchir, mais l'INSI est semble-t-il en train de faire un module spécifique avec la City University à Londres. Même si c'est beaucoup à l'anglo-saxonne, je pense qu'on a quand même, même si on a des conflits, des choses à se dire sur le sujet entre journalisme francophone et anglo-saxon.

**Olivier Da Lage** : Avant de repasser la parole à Lorenzo, je rebondis sur ta suggestion qu'Adrien nous détaille un petit peu ce que fait concrètement l'INSI. L'INSI par exemple a établi un centre de formation en Irak pour les journalistes irakiens. Il y a d'autres initiatives de ce même genre, parce que beaucoup d'interrogations se sont exprimées sur les modalités pratiques de ce qu'on peut offrir comme service aux journalistes pour assurer leur sécurité. Alors concrètement, qu'est-ce qui se fait déjà et qu'est-ce qui est en train de se préparer ?

**Adrien Collin** : Nous, on commence, c'est vraiment les prémices d'un module universitaire ciblant directement les futurs journalistes de conflit et ça se développe pour le moment vraiment au niveau anglais uniquement. Au niveau irakien, c'est encore bien différent parce que tout d'abord les structures n'existent pas et il faut d'abord tout reconstruire avant de vraiment pouvoir passer à la phase additionnelle, de vraiment former, avoir un corpus de jeunes qui sont en état d'agir dans le journalisme local.

**Olivier Da Lage** : A ma connaissance il y a déjà eu trois sessions de formation, une à Bagdad, une à Irbil et une à Bassora.

**Adrien Collin** : Ça, ce sont des formations pratiques en environnement hostile

qui dure deux jours pour vingt-cinq journalistes locaux et qui couvrent les différents éléments, de prise d'otage, comment gérer un barrage routier, le stress post-traumatique, c'est comment préparer un reportage, ce sont vraiment les réflexes de base à acquérir pour minimiser les risques concrets.

**Olivier Da Lage** : Juste pour revenir un petit peu sur ce module de formation anglais, si j'ai bien compris, il y aurait dans le cadre d'un Master ou quelque chose d'équivalent, une unité de valeur au journalisme en zone de guerre.

**Adrien Collin** : C'est ce qui est prévu pour le moment. Malheureusement, je ne suis pas directement dans ce projet mais je peux transmettre de l'information ultérieurement.

**Olivier Da Lage** : Je pense que si tu peux envoyer par mail à Loïc, les éléments qu'il pourrait y joindre au compte rendu, ça aiderait tout le monde.

**Loïc Hervouet** : Un mot sur la formation, pour dire qu'on est en train d'essayer de remonter une unité de formation au journalisme à la faculté de Bagdad, avec des interlocuteurs plus ou moins identifiés si j'ose dire. C'est à présent une jeune femme de quarante ans qui dirige la faculté des lettres au sein de laquelle elle a créé l'Ecole de journalisme et on a accompagné une délégation à Sarajevo pour essayer de voir comment on avait reconstruit à Sarajevo depuis dix ans, avec l'institut Media Plan en Bosnie mais ils sont dans l'hypothèse de ne prendre leur première promotion en formation de jeunes journalistes irakiens qu'en septembre 2006.

**Lorenzo Virgili** : Deux choses sur la pédagogie. Oui, bien sûr c'est essentiel la pédagogie auprès des élèves et la pédagogie aussi auprès des professionnels. Je crois qu'il y a un élément qui est toujours très efficace et très pertinent dans ces domaines-là et indépendamment du discours et du raisonnement qui sont évidemment fondamentaux, ce sont les choses pratiques, les choses concrètes, c'est les assurances et les cartes de santé, c'est le guide que RSF a fait avec l'UNESCO. C'est des recommandations que l'on édite sur notre site, c'est ce que fait l'AJD. Il y a des éléments qui sont concrets, c'est avoir accès à des gilets pare-balles, peut-être à des casques. Cela parlent tout de suite aux élèves qui envisagent un jour peut-être, et aux professionnels comme tu l'évoquais tout à l'heure qui ont besoin d'avoir accès à ces moyens-là et qui ont besoin de le savoir. Par rapport à " l'enregistrement " lorsque l'on part en zone, il y a un moyen, c'est l'assurance du moment qu'elle soit à un coût raisonnable. Malheureusement l'assurance qu'on avait réussi à mettre en place qui était une création, je le répète, a été modifiée en plein conflit, c'est lamentable. Aujourd'hui ce n'est plus possible pour un indépendant de s'assurer, il va falloir trouver une réponse à cela. Il va falloir retourner sur le terrain de la négociation. C'est un élément qui pourrait notamment répondre à la question que tu évoquais tout à l'heure. Ce sont des éléments concrets qui peuvent être faits et proposés sur lesquels on doit encore travailler.

Sur l'idée de céder à la pression que l'on subit aujourd'hui des politiques (je pense à Robert et à cette pression qu'il ressent de manière très forte comme tous les directeurs de médias), je pense qu'il y a un moment où il faut aussi savoir temporiser malgré les circonstances, ça me paraît extrêmement préjudiciable pour notre profession de répondre (pardon du terme qui est un peu fort) à un dictat des politiques là-dessus. On est des journalistes, on a un rôle essentiel dans la société, c'est un élément au débat démocratique et si on doit répondre aujourd'hui à une injonction de la part des politiques qui nous interdiraient d'aller sur le terrain, ça serait dramatique pour la profession, on ne peut pas accepter cela. Par contre, on doit montrer notre responsabilité en interpellant les directeurs de média pour éventuellement, créer la maison de la presse à Bagdad. Et effectivement faire ça à l'initiative de la France qui pourrait demander aux Américains ; comme à tous qui ont autant de moyens par exemple d'intervenir là-dedans, de participer à ça. Pourquoi je dis ça ? Parce



que Florence Aubenas disait très justement hier dans sa conférence de presse quand une journaliste irakienne lui a dit "en tant qu'Irakien, on est désolé" ou parfois on lui a dit, "en tant que Française, on est désolé de vous prendre en otage" elle dit, "ça ne change rien, que je sois française ou américaine ou je ne sais pas quoi, je suis otage et ce n'est pas acceptable". Il n'y a pas de nationalité dans le domaine de la sécurité comme il n'y a pas non plus de différence entre la sécurité d'un photographe, la sécurité d'un rédacteur ou d'un preneur de son, ce sont les mêmes problèmes.

Que la France soit à l'initiative et que les directeurs de médias soient à l'initiative de la création d'une maison de la presse qui aurait selon moi l'avantage de ne pas obligatoirement contraindre les journalistes qui s'y rendraient, avoir une escorte armée quand ils en sortent. Ça serait je pense une réponse peut-être à cette situation de crise à laquelle je crois d'après ce que tu dis, il faut trouver une réponse mais qui serait, je dirais le service minimum, symboliquement très fort de la solidarité entre les médias mais je pense qu'on doit non seulement l'ouvrir à ceux qui mettraient l'argent au panier mais aussi évidemment aux indépendants, aux locaux et puis pourquoi le développer sur l'international avec d'autres. Ils ont les mêmes problèmes.

**Vincent Hugeux** : Un mot brièvement qui est à l'expression d'une conviction profonde et que je ne demande à personne de partager... Je suis extrêmement réticent à l'idée de filière spécialisée de formation au journaliste de guerre pour une raison très simple. Pour moi, il n'y a pas de reporters de guerre, il y a des reporters dans la guerre. Je ne voudrais pas qu'on arrive à cet effet pervers épouvantable de gens qui seraient envoyés dans les zones de conflit, non pas à raison de leur compétence à rendre intelligible une situation complexe mais à raison du nombre d'encoches qu'ils ont sur la crosse de leur fusil. Faisons gaffe à ça, c'est très dangereux. Il y a une phrase de Malraux qui me revient sans cesse à l'esprit pour ce genre de situation quand il disait à propos de la Guerre d'Espagne "il faut faire la guerre sans l'aimer", je pense qu'il faut la couvrir en la détestant.

**Wilfried Esteve** : C'est pour revenir sur le module de formation. Tout à l'heure je parlais de préparation psychologique mais c'est aussi sa civilisation et aussi par rapport aux modules de formation. C'est très bien que ça existe à Bagdad mais je pense qu'il faut aussi pouvoir le proposer à Paris. Quitte à le terminer sur place dans une autre condition mais je pense que ce serait bien de le proposer à Paris.

**François D'Alançon** : Pour moi, il y a deux choses. D'une part on est dans un pays où les directeurs de la rédaction ont tendance à plus écouter les pouvoirs publics que leurs rédactions ou leurs reporters. Il faut tenir compte de cet état de fait, c'est bien ou c'est mal, c'est comme ça. Moi, je suis à fond pour l'initiative mais en même temps, j'ai énormément de doutes sur la faisabilité. Il faut le tenter mais je m'interroge quand même sur cet état de fait, cette culture qui veut que, on est là entre nous, quel va être l'impact de cette petite réunion sur nos directeurs de rédaction d'ici demain. Je pense qu'il sera assez limité l'impact. Moi, ça me pose problème. Deux, je partage totalement l'opinion de Vincent sur cette spécialisation entre guillemets, le reporter de guerre, tout ça parce qu'on est en train de militariser la profession, la militarisation commence par la formation. On va bientôt être gradé comme mon voisin.

**Olivier Da Lage** : On va s'acheminer assez rapidement vers la fin de la discussion, à moins que vous ne soyez frustrés d'une intervention essentielle.

**Nicolas Poincaré** : Encore une fois pour être très pratique et pour poursuivre ce que disait François, si Loïc Hervouet met tout ce qu'on vient dire par écrit, c'est formidable et ce sera très bien. Je pense que c'est trop tard par rapport à la réunion dont on parlait. Il faut battre le fer tant qu'il est chaud et tant

qu'ils ont le cœur qui bat. Il faut tout simplement, si parmi nous, je pense à toi Robert, si tu participes à cette réunion des directeurs de rédaction, il faut que tu fasses le porte-parole de façon informelle de tout ce qui a été dit ici et ce sera plus efficace qu'un texte écrit dans huit jours même si vous arrivez à l'écrire dans huit jours. Pour être très pratique, il faut je crois évoquer cette mutualité des moyens de sécurité. Il ne faut pas rentrer dans les détails de qui aura le droit, qui n'aura pas le droit, est-ce qu'il faudra prévenir du reportage qu'on voudra faire. Moi, je crois qu'il faut juste être très ouvert, juste leur dire, " vous êtes capable de sortir un peu d'argent à l'occasion de cette émotion créée par le (inaudible) sortez-le et après il faut un directeur de la sécurité qui soit un ancien militaire français. Un journaliste qui soit sur place. Chacun est libre d'y aller ou ne pas y aller, je ne veux pas de carton, je ne veux pas qu'on soit obligé prévenir à l'avance de son arrivée, qu'on soit obligé prévenir du reportage qu'on va faire. Mylène n'a pas envie de s'en servir, je la connais, elle ne s'en servira jamais mais ça n'empêche pas de le faire.

**Alain Le Gougec** : Je réponds juste à Nicolas pour dire que les directeurs de rédaction vont tout simplement demander ce qu'on a l'intention de faire de leur pognon. Les questions, ils vont les poser, ne les crois pas naïfs.

**Philippe Tanguy (Dicod)** : Je vais être très bref, je pense comme le disait Robert, qu'il y a urgence. Il faut profiter de cette réunion des directeurs, qu'on n'aurait peut-être pas avant des mois, puisque-là se présente l'occasion de présenter en effet rapidement l'ébauche de la création de cette possibilité. Il sera toujours facile après de donner les détails de dresser un peu les modules qui seront indispensables à la mise sur pied. Je crois, en effet, qu'il y ait urgence à faire quelque chose, si on ne met pas les pieds dans la porte, comme le disait à l'instant mon voisin, ce sera trop tard dans quelques semaines.

**Wilfried Esteve** : En fait, je pense que (inaudible) permettra d'identifier les pigistes qui sont souvent assez invisibles. Si vous avez peur de vous enfermer dans une zone de conflit, proposez zone de tension qui ouvre sur quelque chose de plus vaste.

**Philippe Tanguy** : Je ne voudrais pas, en qualité de représentant de la DICOd et donc du ministère de la Défense être amené à conclure ce séminaire. J'en laisserai volontiers le soin aux nombreux journalistes professionnels présents. Je tenais à vous remercier pour votre invitation et vous dire combien ce débat a été intéressant. Si les forces armées françaises ne sont pas déployées en Irak, il n'en demeure que certains services du ministère de la Défense ont été extrêmement actifs, même si c'est avec beaucoup de discrétion, pour la libération de Florence Aubenas mais aussi de Georges Malbrunot et Christian Chesnot. Je voudrais juste faire un petit rappel des actions menées par le ministère de la Défense pour la protection des journalistes et en particulier les stages qui ont été initiés dès 1994 en collaboration avec l'association des journalistes de défense. Il me paraît important de souligner qu'il ne s'agit pas de stages de "formation" mais "d'information". Ces stages se déroulent au centre national d'entraînement commando sur la base d'une semaine intensive.

Il a été fait allusion tout à l'heure à l'organisation de stages de "sensibilisation" de deux jours par d'autres organismes. Ne pouvant répondre à toutes les sollicitations dont il fait l'objet, le ministère ne peut que se réjouir de l'ensemble des initiatives prises pour améliorer la sécurité des journalistes en zone de tension et de conflit. Chaque année ces stages accueillent une cinquantaine de journalistes français et étrangers. Une priorité est donnée aux jeunes journalistes "indépendants". Il existe en France, ainsi que dans certains pays anglo-saxons, des sociétés privées comme SIPPEX qui délivre un enseignement de qualité. Cependant, compte tenu de leurs frais de fonctionnement, le coût des stages qu'elles proposent est prohibitif pour les

jeunes journalistes free-lance. C'est pourquoi, le ministère, en s'appuyant (conformément à la recommandation R98 du conseil de l'Europe) sur les moyens des armées consent un effort significatif en maintenant le coût des stages à 100 euros environ. L'information qui est délivrée s'appuie sur l'expérience et la compétence des instructeurs mais prend en compte de façon systématique les enseignements des journalistes que nous côtoyons sur les théâtres d'opération. Le souhait du ministère n'est pas d'assurer la protection des journalistes mais de participer à leur protection.

Au cours de ces stages nous essayons de présenter l'ensemble des risques auxquels les journalistes peuvent être confrontés : du danger des mines - toujours présent - au déplacement en zone urbaine, en passant par la gestion du stress, le danger des tirs ou le passage de check-point. Dans la mesure de leur disponibilité nous essayons de faire participer des journalistes en qualité de témoins. C'est ainsi que Jean-Jacques Le Garrec et Georges Malbrunot ont activement participé à l'amélioration du module "prise d'otage".

Notre information, nous le savons est imparfaite dans ce domaine car deux prises d'otages ne se ressemblent pas. Nous essayons donc de mettre en évidence les fondamentaux communs à ce type d'expérience. Outre ces stages, la DICO, à la demande de la profession, à mener plusieurs séances spécifiques d'information sur les risques bactériologiques et chimiques auxquels les journalistes auraient pu être confrontés sur certains théâtres. Le ministère continue ses efforts afin d'améliorer la qualité de ces stages et répondre ainsi le mieux possible aux attentes des journalistes. Dans ce sens, nous avons décidé d'inclure systématiquement un module d'information sur le droit international humanitaire et le droit des conflits armés. En effet les risques que courent les journalistes s'aggravent en ce sens où ils couvrent de plus en plus de conflits armés non internationaux avec les dérives et les incertitudes qui en découlent. De même, nous menons une réflexion sur le meilleur moyen d'appliquer et de faire reconnaître le statut de correspondant de guerre tel qu'il est défini dans les protocoles additionnels aux conventions de Genève mais aussi sur le statut des "insérés" (embedded) et des journalistes non-insérés.

**Robert Ménard** : Je ne vais pas faire une synthèse, je crois que c'est vrai qu'il y a une urgence. Il y a cette réunion, moi j'y assiste traditionnellement mais je ne suis pas patron d'une rédaction mais parce que c'est Reporters sans Frontières. La seule chose que je peux faire c'est faire les cours en gros d'une proposition. Si je rentre trop dans les détails, comme de toute façon ça va être plus consacré à Florence et à la joie de la retrouver. Je pense qu'elle sera là avec tout le monde. L'autre chose importante c'est que tout à l'heure Christine Pouget pour l'AFP qui était là et donc, si elle doit faire quelque chose, ce serait peut-être bien. Ça alerterait les gens sur ce qu'ils vont entendre pendant la réunion. Je ne sais pas s'il est prévu qu'elle fasse quelque chose.

**Olivier Da Lage** : Nous, on ne donne pas des ordres aux journalistes.

**Robert Ménard** : Tu ne donnes pas des ordres, sauf que tu dis que c'est une réunion fermée, il y a quelqu'un de l'AFP. Moi, je ne vais pas donner un ordre mais je peux appeler Christine et lui dire peut-être que tu peux faire état dans ce qu'elle va faire. De toute façon, elle va me rappeler...

**Olivier Da Lage** : C'est une réunion fermée mais qui n'était pas clandestine.

**Robert Ménard** : Je ne sais pas ce que vous en pensez. Je pense que si l'AFP se faisait l'état de ça, ça veut dire que tu es sûr quand même que tous les patrons en question auront lu et s'attendent à quelque chose quand ils seront réunis demain.

**Olivier Da Lage** : En toute indépendance, on va lui demander de le faire.

**Jean-Marie Charon** : En guise de conclusion, je voudrais attirer votre attention sur un point : c'est vrai qu'il y a une urgence, c'est vrai qu'il faut réagir à cette urgence. Je pense que ça va être le rôle des uns et des autres. On ne réagira pas tous de la même manière. Il faut que RSF ait une réponse ce soir par rapport à ce qui va se dire dans les jours qui viennent, de ce qui va se discuter dans les jours qui viennent. C'est bien qu'on fasse circuler ce document le plus vite possible parce que je pense que tout ne va pas non plus se jouer dans les jours immédiats. C'est un processus relativement long, il va y avoir du débat politique derrière et je pense que c'est là aussi qu'il faut être présent. C'était ça surtout que je voulais dire. Votre discours très défaitiste sur l'opinion, vous avez raison à la fois, c'est vrai qu'il y a un problème de relation entre les journalistes et l'opinion. C'est vrai que vous avez entendu ce que vous avez entendu, mais moi j'ai entendu d'autres débats avec des gens au téléphone. Ce matin, par exemple sur France Inter ce n'était pas du tout la même tonalité. Il y avait au contraire une très grande proximité, un très grand soutien. Les choses ne sont pas jouées. Je veux dire qu'il y a un enjeu. C'est vrai qu'au moment de l'enlèvement de Florence, j'ai été effrayé par le silence. Je me suis dit "c'est terrible". On avait l'impression qu'il ne se passait rien.

Finalement, les choses ont bougé et je pense que là, on est face à un débat, on est face à l'opinion. On a à défendre une forme de journalisme, c'est vrai que ça va se faire dans un débat politique difficile, avec une pression des parties où un certain nombre de politiques vont dire qu'il ne faut plus y aller, ou qu'il faut y aller dans des conditions qui sont tellement invraisemblables que personne n'ira. Je pense qu'il faut trouver les formes d'expression de débat. Vous êtes quand même bien placés. Vous savez vous exprimer. Il faut s'adresser à l'opinion. Il faut travailler vis-à-vis de l'opinion sur cette question-là et pas simplement sur une base défaitiste en se disant que c'est perdu, que l'opinion ne nous aime plus et on n'y arrivera plus jamais. Je pense que c'est un vrai enjeu. Dans les jours qui viennent, il faut absolument qu'il y ait des plumes, des expressions, pour expliquer pourquoi il faut y aller et quels sont les enjeux. Il ne faut surtout pas être défaitiste là-dessus.

**Olivier Da Lage** : Je remercie tous les participants. Nous allons continuer ce type de réflexions dans le cadre des Entretiens de l'information. Ce mode d'échange qui n'est pas normatif, où on essaie de décortiquer des situations pour essayer d'avancer un peu sur les différents problèmes, qu'on examine. Clairement, la situation de la couverture en zone dangereuse trouvera une suite. On va se mettre en devoir de publier les actes de ces échanges d'aujourd'hui le plus rapidement possible.